



**PROJET : SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE
DES ADOLESCENT-ES ET JEUNES AU BURKINA FASO
2020-2025**

**RAPPORT D'EXÉCUTION
OCTOBRE 2020 - DÉCEMBRE 2021**



**PROJET : SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE
DES ADOLESCENT-ES ET JEUNES AU BURKINA FASO
2020-2025**

**RAPPORT D'EXÉCUTION
OCTOBRE 2020-DÉCEMBRE 2021**

S O M M A I R E

INTRODUCTION.....	6
PRESENTATION SYNTHETIQUE DU PROJET.....	7
I.PRINCIPALES REALISATIONS ET RESULTATS OBTENUS.....	10
<i>1.1 Composante 1 : Renforcement des compétences et des capacités d'agir des adolescent-e-s et des jeunes scolarisés et non scolarisés y compris les PDI pour faire des choix et prendre des décisions éclairées sur leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs.....</i>	12
<i>1.2 Composante 2 : Offre de services de SR/PF, de VIH/SIDA, IST, VBG dans les structures publiques et privées et au niveau communautaire</i>	19
<i>1.3 Composante 3 : Environnement favorable aux changements de normes en faveur des droits, de la santé sexuelle et reproductive des adolescent-e-s et jeunes.....</i>	29
1.4 Coordination suivi évaluation.....	38
1.5 Niveau d'atteinte des cibles des indicateurs.....	44
1.6 Défis et Perspectives.....	46
II.EXECUTION FINANCIERE.....	48
CONCLUSION.....	52
ANNEXES.....	54

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ABBEF	: Association Burkinabè pour le Bien-Être Familial	GHM	: Gestion Hygiénique des Menstrues
AME	: Association des Mères Éducatrices	IST	: Infection Sexuellement transmissible
APE	: Association des Parents d'Élèves	IP	: Implementing Partner
ASBC	: Agents de Santé à Base Communautaire	MENAPLN	: Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales
CRFP-PCL	: Centre Régional de Formation Professionnelle du Plateau-Central	MILDA	: Moustiquaire Imprégnées à Longue Durée d'Action
DBC	: Distribution à Base Communautaire	MSI	: Marie Stopes International
DGCOOP	: Direction Générale de la Coopération	SSRAJ	: Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et des Jeunes
DGFE	: Direction Générale de la Famille et de l'Enfant	SR	: Santé de la Reproduction
DGREIP	: Direction Générale de la Recherche en Éducation et de l'Innovation Pédagogique	SR/PF	: Santé de la Reproduction/Planification Familiale
DIU	: Dispositif Intra Utérin	ODJ	: Œil Des Jeunes
DP	: Directions Provinciales	ONG	: Organisation Non Gouvernementale
DPES	: Direction de la Promotion de l'Éducation pour la Santé	PADS	: Plan de Développement
DPP	: Direction des Politiques de Population	PDI	: Personnes Déplacées Internes
DPPDF	: Direction de la Promotion et Protection des Droits de la Femme	PTA	: Plan de Travail Annuel
DPFSNFAH	: Direction Provinciale de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	UNCDF	: United Nations Capital Development Fund
DRFSNFAH	: Direction Régionale de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	UNFPA	: United Nations Population Fund
DSAFF	: Direction de la Structuration, de l'Apprentissage et de la Formation Professionnelle	URCB	: Union des Religieux et Coutumiers du Burkina
DSF	: Direction de la Santé de la Famille	USD	: United State Dollar
DR	: Direction Régionale	VBG	: Violences Basées sur le Genre
ECD	: Équipe Cadre de District	VEFF	: Violences Faites aux Femmes et aux Filles
ENDOS	: Entrepôt de Données Sanitaires	VIH/SIDA	: Virus de l'Immunodéficience Humaine/ Syndrome Immuno Déficience Acquis
EVF	: Éducation à la Vie Familiale		
GND	: Grossesses Non Désirées		

INTRODUCTION

Dans son élan d'appui au Gouvernement pour assurer l'accès des adolescents et des jeunes aux services de santé de la reproduction, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) a obtenu du Royaume des Pays-Bas un financement pour la mise en œuvre d'un projet dans le cadre de son huitième programme de coopération avec le Gouvernement du Burkina Faso. Ce projet dénommé « Santé sexuelle et reproductive des adolescents-es et jeunes au Burkina Faso » vise à améliorer l'accès des adolescent-e-s et des jeunes des régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Nord, du Sahel et du Centre-Nord à l'information et aux prestations de services de SR/PF de qualité à travers le renforcement de leur autonomisation, de l'offre des services et la promotion d'un environnement favorable.

Le lancement officiel du projet est intervenu le 21 Mai 2021 en présence de Monsieur le Ministre de la santé, parrain de la cérémonie. Au titre des officiels, étaient également présents le Représentant Résident de l'OMS qui représentait le Représentant Résident de l'UNFPA, le chargé d'affaires de l'ambassadeur du Pays-Bas, le Gouverneur de la région du Nord.

Conformément au dispositif de suivi - évaluation du projet, il est prévu l'élaboration d'un rapport annuel (d'octobre 2020 à septembre 2021) pour rendre compte de la mise en œuvre des activités planifiées. Le présent rapport narratif répond à cet objectif et est structuré autour de trois points : (i) la présentation synthétique du projet ; (ii) les réalisations clés et ; (iii) le bilan financier du projet. Il convient de noter que le projet a été mis en œuvre dans un contexte particulièrement complexe de crise politique, institutionnelle, sanitaire (Covid 19), humanitaire et sécuritaire que le pays a traversé en 2020 et 2021.

DONNÉES GÉNÉRALES

Présentation synthétique du projet

Intitulé du Projet	Projet Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescent-e-s et Jeunes au Burkina Faso (Projet SSRAJ-BF)
But	Contribuer à l'amélioration de l'accès des adolescent-e-s et des jeunes des régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Nord, du Sahel et du Centre-Nord à l'information et aux prestations de services de SR/PF de qualité à travers le renforcement de leur autonomisation, de l'offre des services et la promotion d'un environnement favorable.
Effet	Les adolescent-e-s et les jeunes des régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Nord, du Sahel et du Centre-Nord utilisent davantage les services de santé sexuelle et de la reproduction et exercent leurs droits sans discrimination.
Résultats	R1 : Les adolescent-e-s et les jeunes scolarisés et non scolarisés y compris les personnes déplacées internes (PDI) de la zone d'intervention sont dotés de compétences de vie courante, capables de faire des choix responsables et d'exercer leurs droits sexuels et reproductifs R2 : Les structures sanitaires publiques, privées et les services à base communautaire de la zone d'intervention, y compris celle à défis sécuritaires et humanitaires offrent des prestations de qualité adaptées aux besoins spécifiques des adolescent-e-s et des jeunes R3 : L'environnement favorable à l'exercice par les adolescent-e-s et jeunes de la zone d'intervention de leurs droits sexuels et reproductifs est renforcé

**Produits
attendus
par résultats**

R1 : Les adolescent-e-s et les jeunes scolarisés et non scolarisés y compris les PDIs de la zone d'intervention sont dotés de compétences de vie courante, capables de faire des choix responsables et d'exercer leurs droits sexuels et reproductifs

- P1. Les adolescent-e-s et jeunes de la zone d'intervention ont accès à l'information sur la santé sexuelle et reproductive à travers les technologies de l'information et de la communication
- P2. L'éducation sexuelle complète, y compris la gestion hygiénique des menstrues est intégrée dans les programmes d'enseignement, les espaces sûrs et clubs scolaires
- P3. Le leadership et autonomisation économique des adolescent-e-s et jeunes de la zone d'intervention, y compris le renforcement de leurs compétences de vie sont renforcés pour l'exercice de leurs droits et santé sexuels et reproductifs

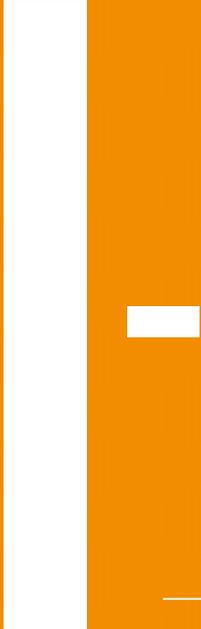
R2 : Les structures sanitaires publiques, privées et les services à base communautaire de la zone d'intervention, y compris celle à défis sécuritaires et humanitaires offrent des prestations de qualité adaptés aux besoins spécifiques des adolescent-e-s et des jeunes

- P1. Les capacités des structures publiques et privées de la zone d'intervention sont renforcées pour une offre intégrée de services SR de qualité adaptés aux besoins des adolescent-e-s et jeunes
- P2. Les capacités des structures communautaires sont renforcées pour une offre de services à base communautaire adaptés aux besoins des adolescent-e-s et jeunes

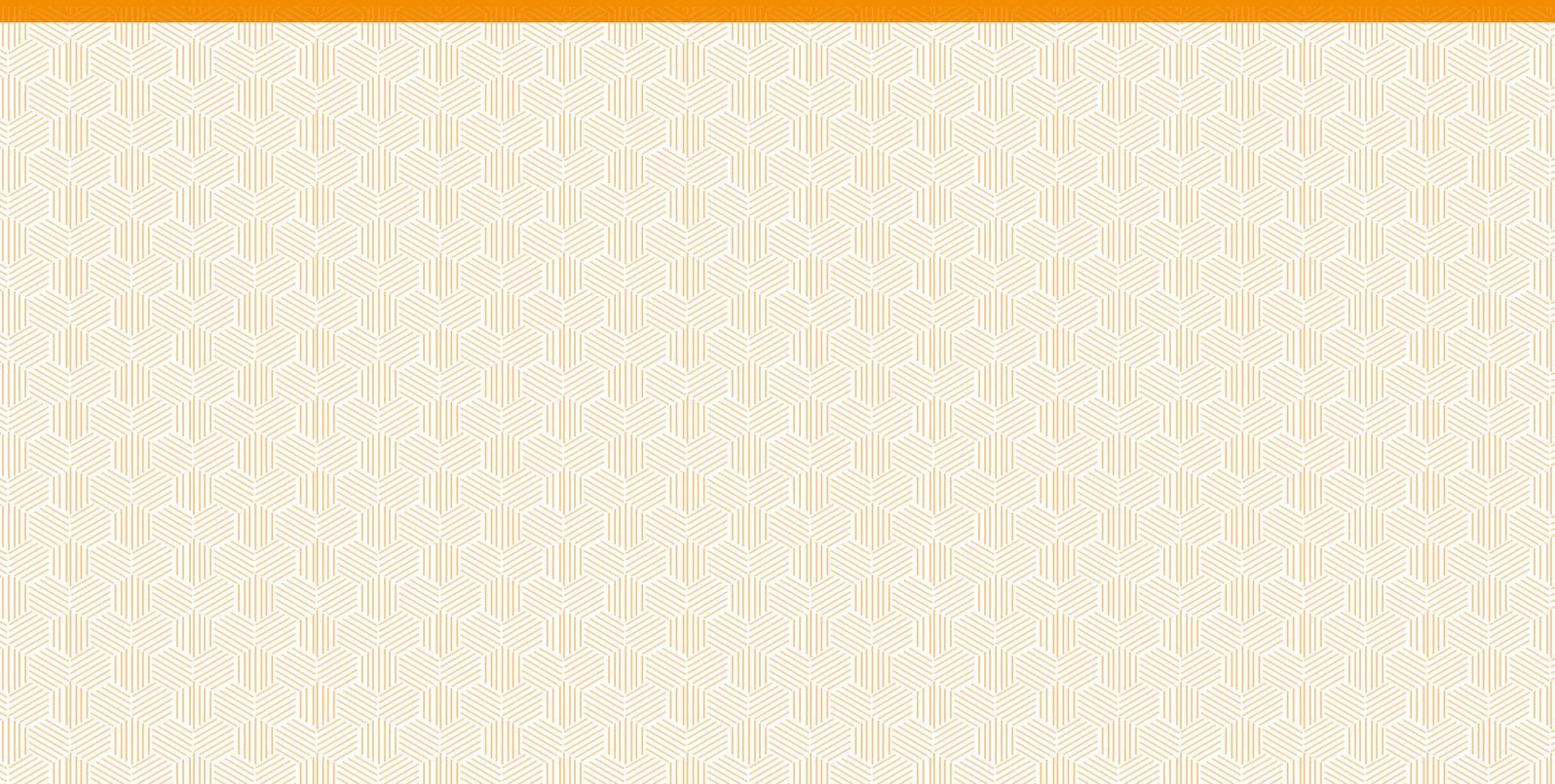
R3 : L'environnement favorable à l'exercice par les adolescent-e-s et jeunes de la zone d'intervention de leurs droits sexuels et reproductifs est renforcé

- P1. Les capacités des leaders d'opinion (chefs de communauté, chefs religieux, chefs traditionnels) sont renforcées pour la promotion de la SRAJ au niveau communautaire
- P2. Les capacités des décideurs, responsables d'établissement et associations des parents d'élèves/mères éducatrices, des élèves sont renforcées pour la promotion de la SRAJ au sein des établissements.

Bénéficiaires directs	Adolescent-e-s et jeunes de 10 à 24 ans scolarisés et non scolarisés y compris les populations déplacées internes (PDIs)
Partenaires et parties prenantes	Porteurs de devoirs directs :
	Autorités ministérielles : Santé ; Jeunesse ; Promotion de la femme ; Enseignement
	Autorités régionales et locales ciblées
	Leaders coutumiers des zones ciblées/Chefs d'opinion
	Personnel des centres de jeunes et des districts de santé ciblés
	Acteurs intervenant dans le domaine de la santé
	Porteurs de devoirs indirects :
	Parents
	Leaders coutumiers et religieux
	Réseau de jeunes
Collectivités territoriales	
Durée	5 ans (Octobre 2020 à Septembre 2025)
Budget	11 758 544 USD



PRINCIPALES RÉALISATIONS ET RÉSULTATS OBTENUS



1.1 Exécution physique des plans de travail

Sur un total de 179 activités planifiées, 155 ont été réalisées soit un taux de 87%. Ce taux s'explique par la conjoncture internationale liée à la crise sanitaire (Covid 19) et au plan national par des problèmes d'accessibilité inhérente à la situation sécuritaire, etc.

Tableau 1 : Bilan physique et financier par IP

Taux d'exécution physique par IP en 2021

IP Partenaire de Mise en œuvre	Nombre d'activités planifiées	Nombre d'activités réalisées	Taux d'exécution physique
ABBEF	19	19	100%
DGFE/DPPDF	18	18	100%
DGREIP	7	7	100%
DPP_UNCDF	21	20	95%
DSAFP	10	10	100%
DSF	5	2	40%
MSI	41	39	95,12%
PADS	12	12	100%
PLAN	4	4	100%
UNCDF	11	11	100%
PU0074 (UNFPA)	19	11	58%
Total Général	179	155	87%

Taux d'exécution physique



1.2 : Principales réalisations

1.1 Composante 1 : Renforcement des compétences et des capacités d'agir des adolescent-e-s et des jeunes scolarisés et non scolarisés y compris les PDIs pour faire des choix et prendre des décisions éclairées sur leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs

RÉSULTAT 1. :

Les adolescent-e-s et les jeunes scolarisés et non scolarisés y compris les PDIs de la zone d'intervention sont dotés de compétences de vie courante pour faire des choix responsables et exercer leurs droits sexuels et reproductifs

Résultats clés

- Le positionnement renforcé de QG jeune avec une fonctionnalité et une accessibilité plus élaborées en tant que plateforme d'informations fiables, sûres et conviviales sur la SRAJ
- Refonte de l'architecture applicative de la plateforme QG Jeune pour l'implémentation de la nouvelle interface utilisateur
- Animation quotidienne du site avec des contenus réguliers, plus ergonomiques, responsives pensés par les jeunes et pour les jeunes
- **25** pairs éducateurs ont été formés sur les thématiques telles que SRAJ, la lutte contre les addictions, la protection de l'environnement et le leadership des jeunes
- Promotion en ligne de QG Jeune (campagnes de publicité Google ADS et mobilisation d'influenceurs) et production de capsules vidéo en vue du lancement de la web série « Les astuces de Franck et Alia »
- **20 771** utilisateurs uniques sur le site web de QG Jeune touchés par les thématiques traitant de la SSR, les addictions, le leadership des jeunes,...
- **673** adolescent (e) s et jeunes 340 filles et 333 garçons touchés sur les questions d'égalité de genre, de droits sur la santé sexuelle et reproductive tout en améliorant leur adhésion au concept et la prise en compte de leurs aspirations pour QGJeune
- **591 000** personnes (307 320 filles/femmes et 283 680 garçons/hommes) sensibilisés sur les violences basées sur le genre notamment sur les violences sexuelles à travers des émissions radiophoniques
- **30** concepteurs des curricula ont renforcé leurs capacités sur l'introduction de l'Éducation à la Vie familiale (EVF) dans les programmes d'enseignement, les espaces sûrs et clubs scolaires.
- Les contenus d'enseignement du module sur l'EVF ont été adaptés aux différents ordres d'enseignement et validés par la Commission nationale des Programmes scolaires (CNPS)
- Engagement de (12) promoteurs de centres de formation professionnelle privés pour la prise en compte de la SSRA dans les programmes de formation.
- **2000** livrets sur la SSRAJ reproduits au profit des apprenants des centres de formation professionnelle



Après le lancement de la nouvelle interface de QG JEUNE, une campagne médiatique a été déployée pour la promotion de la plateforme.

Produit 1.1 : Les adolescent-e-s et jeunes de la zone d'intervention ont accès à l'information sur la santé sexuelle et reproductive à travers les technologies de l'information et de la communication

Plusieurs concepts innovants ont été déployés afin de rendre la plateforme QG Jeune plus interactive et dynamique pour faciliter l'accès des jeunes aux informations et services de qualité en matière de SRAJ. A cet effet, la refonte de l'architecture applicative de la plateforme pour l'implémentation de la nouvelle interface utilisateur a été effective. La nouvelle interface a été dévoilée via un Facebook live qui a regroupé plusieurs jeunes du Burkina Faso. Des contenus réguliers, plus ergonomiques, plus adaptés, pensés par les jeunes et pour les jeunes ont été créés et servent à l'animation quotidienne du site, dont notamment des micro trottoirs et des vidéos diffusés à travers le concept « 01 mn pour comprendre » sur les thématiques de la SRAJ.

Les grandes actions entreprises ont porté entre autres sur :

- Une stratégie de Brand Content disponible et active
- Un site web animé au quotidien,

Des contenus réseaux sociaux réguliers, originaux, cohérents et organisés

- Un recrutement de fans/abonnés optimisé
- Une publicité plus accrue sur les réseaux sociaux et le web de façon générale
- Un groupe de discussion appelé « Le Grin » est créé sur Télégram
- Une activation d'influenceurs
- Une web série en production « Les astuces de Franck et Alia »
- Une funzone créée pour le divertissement des visiteurs

Les activités de promotion en ligne de QG JEUNE ont concerné des campagnes de publicité Google ADS et la mobilisation d'influenceurs, ce qui a contribué à la production de capsules vidéo en vue du lancement de la web série « Les astuces de Franck et Alia ».

Dans le cadre de l'intensification des activités de promotion terrain de QG Jeune dans les régions de mise en œuvre du projet, 25 pairs éducateurs ont été formés sur les thématiques telles que SRAJ, la lutte contre les addictions, la protection de l'environnement et le leadership des jeunes. Une campagne d'affichage outdoor (panneaux publicitaires de 12m²) a été réalisée dans les villes de mise en œuvre du projet (Fada N'Gourma, Dori, Ouahigouya et Kaya et Dédougou), en vue d'accroître le nombre de connexions à la plateforme en ligne.

Au titre de la contribution de QG Jeune à la mobilisation des jeunes en faveur du Forum Génération Égalité, 05 émissions radio ont été réalisées et diffusées à Dédougou, Dori, Fada, Kaya et Ouahigouya sur la thématique de la promotion des droits à la santé sexuelle et reproductive (DSSR) des jeunes et adolescents (es). Un concours de poème sur la thématique « Why I Am Equality Génération » a été lancé à travers le site internet et a totalisé 14 poèmes.

Aussi, une campagne de sensibilisation sur le Forum Génération Égalité s'est tenue dans des clubs et des « grins » de jeunes des villes de Dédougou, Dori, Fada, Ouahigouya et Ouagadougou du 14 au 20 Juin 2021. Cette campagne a permis de toucher 673 adolescent (e) s et jeunes (340 filles et 333 garçons). Cela a permis de faire un recueil des avis des jeunes et adolescent (e) s sur les questions d'égalité de genre, de droits sur la santé sexuelle et reproductive tout en améliorant leurs connaissances sur la plateforme QG jeune.

Grâce aux activités promotionnelles, 20 771 utilisateurs uniques sur le site web de QG Jeune, 35 367 048 interactions sur la plateforme, y compris les réseaux sociaux ont été enregistrés.

Dans sa vision stratégique et son élan de toujours poser des fondements solides de la plateforme et de continuer à générer un impact mesurable de l'utilisation des services de SSR en connectant les jeunes et adolescents (es) qui ont été ciblés par les différents canaux de génération de demande des services de Santé sexuelle et reproductive via QG Jeune, à un réseau de prestataires de soins, UNFPA a lancé un pilote avec Triggerise à travers une application dénommée « Tiko ».

A travers ce projet pilote d'une durée de 08 mois (Novembre 2021 à Juin 2022), mis en œuvre à Manga, dans la région du Centre-Sud, ce sont 452 jeunes qui ont déjà été enrôlés à ce jour, et 118 qui ont eu accès aux services de SSR, pour une cible de 1000 jeunes à atteindre.



Séance d'éducation à la vie familiale dans un établissement secondaire

Produit 1.2 : L'éducation sexuelle complète (Éducation à la Vie Familiale), y compris la gestion hygiénique des menstrues est intégrée dans les programmes d'enseignement, les espaces sûrs et clubs scolaires

L'Éducation complète à la sexualité (ECS) est l'une des stratégies efficaces et à haut impact pour adresser les maux qui minent la santé des jeunes et adolescents. Au Burkina Faso, la terminologie d'ECS et la compréhension de son contenu sont loin d'être consensuels, et le paquet d'activités de mise en œuvre est disparate d'une structure à une autre. Au regard des disparités et prenant en compte les divergences de compréhension des parties prenantes, le ministère de la santé, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation Nationale et de Promotion des Langues Nationales (MENA/PLN), a harmonisé les points de vue et les interventions opérationnelles d'où la tenue d'une rencontre d'échange entre les acteurs clés qui a abouti à l'adoption de l'appellation l' « Education à la Vie Familiale » (EVF) en lieu et place de l'ECS.

Dans le cadre de l'intégration de l'éducation à la vie familiale (appellation consensuelle au Burkina Faso), la Direction Générale de la Recherche en Éducation et de l'Innovation Pédagogique (DGREIP/ MENAPLN) a organisé du 08 au 12 novembre 2021 à Koudougou, un atelier de renforcement des capacités de 30 concepteurs des curricula sur l'Éducation à la Vie familiale (EVF).

Par la suite, les contenus d'enseignement du module sur l'EVF ont été adaptés aux différents ordres d'enseignement au profit de 250 acteurs expérimentateurs dans les cinq (05) régions de convergence du projet. L'actualisation des contenus d'enseignement du module sur l'EVF s'est faite au cours d'un atelier qui a eu lieu du 22 au 25 novembre à Koudougou. La tenue de cette activité a permis d'adapter les orientations pédagogiques et didactiques de l'enseignement de l'EVF, d'adapter la démarche méthodologique pour enseigner l'EVF dans une classe. Les différentes unités du module sur l'EVF et les contenus sur l'EVF, ont été identifiés et adaptés aux différents ordres d'enseignement.

La validation du module sur l'EVF et la GHM par les membres de la Commission nationale des Programmes scolaires (CNPS) est intervenue en décembre 2021 au cours d'un atelier tenu à Loumbila (Nomgana).

L'enseignement de ce module permettra à la communauté éducative d'inculquer aux apprenants les valeurs, les bons comportements et attitudes afin de faire des choix responsables.

En termes de perspectives concernant l'éducation à la vie familiale (EVF) en 2022. On peut retenir : l'élaboration des fiches pédagogiques en lien avec les thématiques sur l'EVF et la GHM, la reproduction du module sur l'EVF et la GHM, le renforcement de capacités des DR, DP et les points focaux des 5 régions (Boucle du Mouhoun, Nord, Sahel, Centre-Nord et Est) sur le module l'EVF et la GHM, le renforcement de capacités des chefs d'établissements et des responsables de la vie scolaire, la formation des encadreurs et le renforcement des compétences des enseignants des établissements identifiés des 5 régions (Boucle du Mouhoun, Nord, Sahel, Centre-Nord et Est) sur le module EVF et la GHM. Ces actions permettront aux jeunes et adolescents en milieu scolaire de poursuivre avec quiétude leur cursus scolaire en gérant de la meilleure des façons leur santé sexuelle et reproductive.



L'EVF permettra aux élèves de poursuivre leur cursus scolaire en gérant de façon responsable leur santé sexuelle et reproductive



Autonomisation de la femme et de la fille

Produit 1.3 : Le leadership et autonomisation économique des adolescent-e-s et jeunes de la zone d'intervention, y compris le renforcement de leurs compétences de vie sont renforcés pour l'exercice de leurs droits et santé sexuels et reproductifs.

Le ministère en charge de la jeunesse et de la formation professionnelle à travers la Direction de la Structuration de l'Apprentissage et de la Formation Professionnelle (DSAFP) a organisé une rencontre d'information et de sensibilisation au profit de 12 promoteurs des centres privés de formation professionnelle. Cette activité avait pour objectif de sensibiliser et de recueillir l'adhésion des promoteurs des centres privés de formation professionnelle sur la nécessité de la prise en compte de la Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et des Jeunes (SSRAJ) dans les programmes de formation.

L'atelier a mobilisé près d'une trentaine de participants dont des promoteurs de centres privés de formation professionnelle et les cadres des structures déconcentrées du Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (MJPEE) des régions du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est, du Nord, des Hauts-Bassins et du Centre ainsi que des acteurs au niveau central du MJPEE et des structures partenaires à savoir la Direction de la Santé de la Famille (DSF) et l'Association Nationale des Centres Privés de formation professionnelle (ANCP).

En termes de résultats, on retient entre autres que l'ensemble des acteurs susmentionnées ont été sensibilisés sur la SSRAJ ; les douze (12) promoteurs se sont engagés pour la prise en compte de la SSRA dans les programmes de formation dans leurs centres respectifs et les dispensateurs du module dans les différents centres ont été identifiés.



La boîte à image facilite la compréhension lors des séances de sensibilisation

Aussi, il faut que relever l'adaptation de la boîte à images sur la SSRAJ qui s'est faite lors d'un atelier a permis de disposer du draft d'un outil pédagogique de sensibilisation sur la SSRAJ au profit des centres de formation professionnelle. Cette boîte à image qui traite de (06) thématiques que sont : la SSRAJ, les IST, le VIH-SIDA, Genre, droits humains et civisme, les conduites addictives et les relations interpersonnelles doit être finalisé par la DSAFP avec l'appui technique de l'UNFPA et de la DPES.

Afin de permettre aux apprenants des centres de formation professionnelle de poursuivre sereinement leur apprentissage et de lutter contre la pandémie de la Covid-19 en milieu de formation, la Direction de la Structuration de l'Apprentissage et de la Formation Professionnelle (DSAFP) a acquis et doté les centres de formation professionnelle en kits d'hygiène. Le matériel était composé de : 45 cartons de 24 flacons de 500ml de gel hydroalcoolique ; 90 cartons de 12 bidons de 1L d'eau de javel ; 90 cartons de 12 bidons de 1L de savon liquide.

Aussi, grâce au soutien du projet, la DSAFP a pu reproduire le livret sur la SSRAJ en 2000 exemplaires au profit des apprenants des centres de formation professionnelle. L'objectif visé à travers cette dotation est de renforcer les connaissances des apprenants des centres de formation professionnelle sur la SSRAJ par la mise à leur disposition d'un document pédagogique d'informations et de sensibilisation adapté à leur niveau.

Le suivi de la dispensation des modules a permis d'estimer à 3 446, le nombre d'apprenants touchés par la SSRAJ. Sur les 3 446 apprenants, on compte 895 filles et 2 551 garçons.

I.2 Composante 2 : Offre de services de SR/PF, de VIH/SIDA, IST, VBG dans les structures publiques et privées et au niveau communautaire

RÉSULTAT 2 :

Les structures sanitaires publiques, privées et les services à base communautaire de la zone d'intervention, y compris celle à défis sécuritaires et humanitaires offrent des prestations de qualité adaptés aux besoins spécifiques des adolescent-e-s et des jeunes

Résultats clés

- **954** Médecins, sages-femmes/ME, accoucheuses, infirmiers formés sur la PF clinique axée sur les droits humains dans les Districts sanitaires de Dori, Fada, Dédougou, Ouahigouya et Kaya
- **420** prestataires des centres médico scolaires, des centres jeunes, des enseignants, et des centres de santé formés en SRAJ dans les 5 régions
- **90** femmes sensibilisées dans les sites PDIs de Fada et Kaya sur la COVID-19, VBG, la PF/IST/VIH, l'hygiène corporelle et la prévention du Choléra
- Acquisition d'Outils de communication et d'animation au profit des centres jeunes et centres médico scolaires (44 Décodeurs HD canal+ (Kit complet), 44 Téléviseurs Full HD LG LED SMART TV 43", 44 Groupes électrogènes, 44 Mégaphones)
- Acquisition d'une clinique Mobile van type 2WD Toyota HIACE avec équipement (la livraison est prévue au cours du premier trimestre 2022) pour l'offre de services en stratégie mobile
- Acquisition matériels informatiques (44 laptops dell, 44 vidéoprojecteurs, 44 écran) au profit des centres jeunes
- **78** structures centres jeunes, centres médicaux urbains, csps, infirmerie scolaires et sites PDIs identifiés pour l'offre des services de SRAJ complets (PF, VIH, etc.) dans les régions cibles
- **113** causeries sur la PF, le respect des mesures barrières contre la Covid19 dans le contexte des soins maternels au profit de 1990 personnes dont 1508 femmes dans les districts du Sahel et dans les sites des PDIs
- **751** visites prénatales réalisées dans les districts du Sahel et dans les sites des PDIs
- **25 706** nouvelles utilisatrices de méthodes modernes de PF recrutées pendant la semaine nationale PF dans les sites du projet dont 72% sont des adolescents et des jeunes de 10 à 24 ans (18 508)
- **600 196** utilisatrices de PF dans les 5 régions d'intervention du projet selon ENDOS dans les sites du projet dont 297 870 sont des adolescents et jeunes de 10 à 24 ans soit 49,6%.

- **183 770** nouvelles utilisatrices dont 124 206 sont des adolescentes et des jeunes de 10 à 24 ans (67,6%).
- **862** femmes enceintes et utilisatrices de PF dépistées au déterminée dont 02 cas positifs
- **152** leaders des douze districts de la région de la Boucle du Mouhoun et du Centre nord formés sur la Distribution à Base Communautaire (DBC)
- **88** facilitateurs communautaires (à raison de 22 personnes /district) ont été initiés à la technique du scorecard dans la planification dans les districts sanitaires de Kaya, Boromo, Dédougou et Boulsa
- Dotation en matériels médico techniques et consommables au profit de 3 infirmeries de centres de formation professionnelle

Produit 2.1. Les capacités des structures publiques et privées de la zone d'intervention sont renforcées pour une offre intégrée et de qualité de services SR adaptés aux besoins des adolescent-e-s et jeunes

Pour contribuer à la réalisation de ce produit, des acquisitions ont été faites via la centrale d'achat de UNFPA à Copenhague pour doter les centres jeunes, les centres médicaux scolaires, les services SRAJ ciblés des régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Nord, du Sahel et du Centre-Nord. Ces dotations sont composées de matériels médicotechniques (Table de gynécologie, Spéculum vaginal, Lit d'hôpital, Stéthoscope obstétrique, Gallipot, pot, bocal, Thermomètre clinique digital 32°C-43°C, Plateau instruments en acier inoxydable, 22,5 x 12,5 x 5cm avec couvercle, Plateau pansement, en acier inoxydable, 30 x 20 x 3cm, Bol en acier inoxydable, 180ml, etc.) et d'outils de communication et d'animation (44 Décodeurs HD canal+ (Kit complet), 44 Téléviseurs Full HD LG LED SMART TV 43", 44 Groupes électrogènes 6KVA Puissance Max 6000w Type carburant Essence, 44 Mégaphones). Ces dotations seront reçues en T1 2022 et ce retard est lié aux difficultés du fret lié à la pandémie de Covid 19.

Grâce au projet, ABBEF a pu bénéficier d'une clinique Mobile van type 2WD Toyota HIACE avec équipement pour l'offre de services en stratégie mobile. A cela s'ajoute l'acquisition de matériels informatiques (44 laptops dell, 44 vidéoprojecteurs, 44 écrans) au profit des centres jeunes.

Dans le cadre de l'offre intégrée et de qualité de services SR adaptés aux besoins des adolescent-e-s et jeunes, trois (03) MSLadies ont été recrutées par Marie Stopes dans les différentes zones d'intervention du projet respectivement à Ouahigouya, Fada et à Dori en 2021. Elles ont été dotées de consommables médicaux, des

matériels médicotechniques et d'intrants pour offrir des soins de qualité aux femmes y compris les survivantes des VBG dans les sites de PDIs. Elles ont été dotées de motos (3) et de smartphones pour collecter les données des clients. Durant la période, elles ont pu offrir une méthode contraceptive à 1 826 Jeunes dont 647 adolescentes. Elles ont globalement pu offrir une méthode contraceptive à 4 389 femmes dont 731 nouvelles utilisatrices pour une cible de 2 500 soit 29%. L'implant reste la méthode la plus sollicitée soit 1 589 implants contre seulement 319 DIU.

Aussi, les MSLadies ont mené des sensibilisations dans les sites de PDIs à Fada et Ouahigouya avec l'appui des acteurs locaux du ministère de l'action sociale et des différentes directions régionales de la santé. Au total, 90 femmes ont été sensibilisées dans les sites PDIs. Les sensibilisations réalisées portaient essentiellement sur les thématiques suivantes : la COVID-19, VBG, la PF/IST/VIH, l'hygiène corporelle et aussi la prévention du Choléra. Nous faisons remarquer que les femmes PDIs adhèrent plus aux méthodes de longues durées soit 40% pour le Jadelle et 30% pour le DIU.



Les MSLadies offrent des soins de qualité, collectent des données et sensibilisent sur la PF, les IST, les VBG, etc.



Sensibilisation des femmes sur un site d'accueil des PDI à Fada N'Gourma



Echanges avec les acteurs locaux lors des sorties d'identification

ABBEF a effectué une sortie d'identification des structures offrant des services de SR/PF notamment des centres jeunes, des centres médico scolaires, des structures d'offres de services SRAJ privées en vue de contractualiser avec eux et de nouer des accords.

On retiendra lors de cette sortie :

- l'absence dans la plupart des provinces visitées de centres médico-scolaires ;
- l'absence de centre SSRAJ privés dans plusieurs localités ;
- la vétusté et le non fonctionnement de certains centres jeunes visités.
- la situation sécuritaire induit le départ des populations de certaines zones

Au terme de cette sortie, on enregistre 9 centres jeunes déjà fonctionnels, 14 centres médicaux scolaires et 6 services SRAJ privés et 36 sites PDIs identifiés dans les régions de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Nord conformément au tableau ci-dessous.

Marie Stopes a identifié 49 structures (dont 1 action sociale, 1 association, 3 centres jeunes, 2 centres médicaux urbains, 25 csps, 1 infirmerie scolaire et 15 sites PDIs pour l'offre des services de SRAJ complets (PF, VIH, etc.)

Au niveau des districts sanitaires, nous notons la formation par les Districts sanitaires de Dori, Fada, Dédougou, Ouahigouya et Kaya de 157 Médecins, sages-femmes/ME, Accoucheuses, infirmiers sur la PF clinique axée sur les droits humains et de 350 prestataires des centres médico scolaires, des centres jeunes, des enseignants, et des centres de santé en SRAJ.

En sus des formations, il faut noter que le projet soutient la supervision (intégrée) des prestataires au niveau des districts sanitaires ciblés sur la SRAJ/ SR/PF et la supervision des Équipes Cadres des Districts (ECD) par les équipes des directions régionales de la santé sur la SRAJ/ SR/PF.

Les districts sanitaires de Dédougou et de Kaya ont organisé des émissions radiophoniques à l'attention des jeunes sur la SRAJ. Par ailleurs, les districts sanitaires de Kaya, Fada, de Ouahigouya et de Dori ont été dotés de consommables et de petits kits IEC pour l'offre de services de SRAJ.

Cinq formations sanitaires sont ciblées dans les 5 régions d'intervention du projet pour être labellisées QG Jeune pour un modèle d'offre de service intégré en faisant le lien avec la plateforme interactive web dénommée QG Jeune mis en place par UNFPA. Le processus de labellisation est en cours.

Par ailleurs des ateliers d'information et de sensibilisation sur la SRAJ ont été organisés par les districts sanitaires au profit des autorités administratives, religieuses et coutumières, des responsables de l'éducation sur la SRAJ dans les districts sanitaires de Kaya, Ouahigouya et Dori.

Le projet a aussi appuyé la réalisation de la Semaine Nationale de la Planification Familiale (SNPF). En termes de résultats, on note le recrutement de 47 721 nouvelles utilisatrices (DSF) dont 24 425 pour les régions sites du projet Pays-Bas (51%) et parmi les nouvelles utilisatrices, 72% sont des adolescents et des jeunes de 10 à 24 ans (17 622).



Sensibilisation sur les méthodes de contraception

L'ensemble des stratégies d'offre de services de PF a permis de toucher 600 196 utilisatrices de PF dans les 5 régions d'intervention du projet selon ENDOS. Parmi toutes ces utilisatrices, 297 870 sont des adolescents et jeunes de 10 à 24 ans soit 49,6%. Quant aux nouvelles utilisatrices de méthodes contraceptives, elles sont au nombre de 183 770 nouvelles utilisatrices. Parmi elles, 124 206 sont des adolescentes et des jeunes de 10 à 24 ans (67,6%).

les cinq districts sanitaires, chefs lieux de région ont organisé chacune, une rencontre bilan du premier trimestre. Ces rencontres ont permis de faire le point des prestations offertes, les difficultés rencontrées.

Une rencontre de coordination du projet Pays -Bas a été organisée au niveau régional au Sahel, dans la Boucle du Mouhoun et à l'Est pour échanger sur la mise en oeuvre du projet, apprécier les avancées et proposer des solutions face aux difficultés rencontrées.

Dans la région du Sahel, l'équipe de PF mobile du District sanitaire a pu organiser 113 causeries qui ont permis de toucher 1990 personnes dont 1508 femmes. Les thèmes abordés sont :

- Les avantages de la PF pour les enfants, l'homme, la famille ... ;
- Les avantages de la planification et l'espacement idéal des grossesses pour la santé
- Les effets secondaires des méthodes contraceptives ;
- L'importance de la prise de la SP ;
- Respect des mesures barrières contre la Covid19 dans le contexte des soins maternels ;
- L'importance de l'utilisation des MILDA pour la femme enceinte, l'accouchée et le nouveau-né ;
- L'intérêt de vacciner les enfants,
- L'intérêt d'orienter les cas de VBG vers les formations sanitaires ou les autres structures compétentes (action sociale, sécurité ...).

La stratégie a permis de recruter 1 909 utilisatrices de PF dont 802 nouvelles utilisatrices et d'assurer le réapprovisionnement à 546 femmes. Parmi ces utilisatrices, 110 sont des personnes déplacées internes dont 42 nouvelles utilisatrices. La PF mobile a été une occasion pour les femmes enceintes de bénéficier de soins prénatals (751 visites prénatales réalisées).

Les données d'offre des méthodes contraceptives par la stratégie mobile en 2021 des districts de la région sont représentées dans le tableau ci-dessous :

Méthodes	Nouvelles utilisatrices Recrutées	Anciennes utilisatrices Recrutées	Réapprovisionnement	Total
Condom F				18
Condom M				1483
DepoProvera	218	360	232	810
Sayana Press	161	244	141	546
DIU	11	12	4	27
Jadelle	232	218	5	455
Implanon	79	85	0	164
Microgynon/ ZINNIA	80	153	128	361
Microlut	21	35	36	92
Total	802	1107	546	3956



Une sage femme offrant des services de planification familiale

La PF mobile a été une occasion pour les femmes et les enfants de bénéficier d'autres soins. Ainsi :

■ Soins prénatals

Type de consultations prénatales	CPN1	CPN2	CPN3	CPN4	CPN5
Nombre de femmes couvertes	192	279	149	120	11
Total des visites prénatales	751				

■ Dépistage malnutrition

Nombre d'enfants pesés	Résultats	
	MAM	MAS
9 263	4374	290 dont 13 référés

■ Vaccinations

Antigène	Nombre d'enfants vaccinés	Antigène	Nombre d'enfants vaccinés
BCG	347	Pneumo1	462
VPO0	299	Pneumo2	465
VPO1	502	Pneumo3	418
VPO2	467	Rota1	425
VPO3	452	Rota2	423
VPI	391	Rota3	388
Penta1Penta Penta 1	381	RR1	387
Penta2 Penta 2	481	RR2	429
Penta3 Penta 3	379	VAA	376
RR2	489	MenA	193



Séance de sensibilisation conduite par une facilitatrice communautaire

Produit 2.2. Les capacités des acteurs et structures communautaires sont renforcées pour une offre de services à base communautaire adaptés aux besoins des adolescent-e-s et jeunes

Dans le cadre de l'opérationnalisation du projet, après identification de structures d'offre sur le terrain, ABBEF a procédé au renforcement des compétences des acteurs de terrain sur la distribution à base communautaire. Quant aux formations sanitaires, elles sont chargées de la planification, de l'offre des services, du suivi des ASBC. Quant aux comités de gestion (COGES), ils ont pour rôle de participer au choix des ASBC et d'être l'interface entre la communauté et les agents de santé.

On note également que 88 facilitateurs communautaires (à raison de 22 personnes /district) ont été initiés à la technique du scorecard dans la planification et la conduite du Dialogue parent- enfant par ABBEF dans les districts sanitaires de Kaya, Boromo, Dédougou et Boulsa. Ces facilitateurs communautaires ont aussi vu leurs compétences renforcées sur l'élaboration et à la mise en œuvre de micros plans.



Vue des participantes à la session des formations des facilitateurs communautaires (ABBEF)

Difficultés rencontrées

Avec les IPs : retard dans la transmission des rapports
Difficultés et contraintes de mise en œuvre

- Retard dans la mise à disposition des intrants (kits d'implants, matériel médico technique, ...) ;
- Difficultés avec la nouvelle configuration de ENDOS : les données désagrégées sur certaines stratégies d'offres de PF ne sont plus disponibles (stratégies avancées)
- Niveau précaire de la sécurité : l'insécurité a ralenti la mise en œuvre des stratégies avancées et les stratégies mobiles dans les régions du projet
- Les difficultés d'accès dans certains sites du fait des restrictions sécuritaires (Fada), la réduction du nombre de sites de prestations des MSLadies/Men (Fermeture de certaines formations sanitaires)

I.3 Composante 3 : Environnement favorable aux changements de normes en faveur des droits, de la santé sexuelle et reproductive des adolescent-e-s et jeunes

RÉSULTAT 3 :

L'environnement favorable à l'exercice par les adolescent-e-s et jeunes de la zone d'intervention de leurs droits sexuels et reproductifs est renforcé

Résultats clés

- **450** leaders coutumiers et religieux (110 femmes et 340 hommes) de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, du Nord, du Sahel et de l'Est touchés par les sessions de plaidoyer pour leur adhésion et engagement en faveur des droits en matière de santé sexuelle et reproductive
- **5** leaders d'opinion agissant publiquement en faveur des droits sexuels et reproductifs à travers des prises de paroles dans des lieux publics (lieux de culte/ prière, médias, espaces de dialogue intergénérationnel etc.)
- **5** dialogues intergénérationnels tenus sur le thème « La problématique de la sexualité des ados et jeunes : défis, causes et solutions » à Dédougou, à Ouahigouya, à Kaya, à Dori et à Fada
- **2 078** causeries éducatives (mariages d'enfants, la scolarisation des filles, l'autonomisation des femmes, le vivre ensemble, l'éducation des enfants et les grossesses en milieu scolaire) au profit de 166 739 personnes touchées dont 64 980 jeunes de moins de 24 ans à Dédougou, Tougan, Nouna, Ouahigouya, Gourcy et Yako
- **50** champions (25 femmes et 25 hommes) formés et mobilisés sur le terrain pour le plaidoyer en faveur de normes sociales favorables et sur les droits des femmes et des filles
- Mise en place **100** espaces de dialogue dans 50 villages à raison de 2 espaces de dialogue par village dont un espace hommes/femmes et un espace parents/enfants
- **200** séances d'animation dans cent (100) espaces de dialogue sur la SSR, le mariage d'enfants, les mutilations génitales féminines, la planification familiale organisées par les champions au profit de 3 000 participants dont 1500 hommes et 1500 femmes
- **20** émissions radiophoniques animées par les champions sur la puberté, la gestion hygiénique des menstrues, le VIH/SIDA et les IST, les grossesses précoces, la planification familiale
- Des outils d'animation disponibles composés d'un guide et de **04** boîtes à images

- **58** apprenant-es comprenant des représentants d'APE, AME, Associations de jeunesse, Associations des élèves, responsables d'établissements, autorités administratives et autorités religieuses, religieux et coutumiers ont été formés sur la SRAJ dans les régions de l'Est (Fada) et du Nord (Ouahigouya)
- **156** personnes dont dix-neuf (19) Responsables d'établissement ; soixante-quatorze (74) Enseignants ; soixante-trois (63) Membres APE formés sur les normes sociales favorables aux droits des filles/ femmes et la SRAJ dans les établissements (kaya, Bousa, Dédougou et Boromo)



Sur le terrain, les ambassadeurs poursuivent la promotion de la plateforme QG JEUNE



Plaidoyer sur la SRAJ auprès des Leaders religieux et coutumiers à Dédougou et Nouna (Boucle du Mouhoun)

Produit 3.1. Les capacités des leaders d'opinion (chefs de communauté, chefs religieux, chefs traditionnels), des hommes, des femmes et des jeunes sont renforcées pour la promotion de la SRAJ au niveau communautaire

L'Union des Croyants et des Religieux du Burkina (URCB) avec la participation de la Direction des Politiques de Population (DPP) a pu organiser 11 rencontres de plaidoyer au profit de 450 leaders religieux et coutumiers des régions de la Boucle du Mouhoun, le Nord, le Centre-Nord, l'Est et le Sahel. Les plaidoyers ont abordé les différentes thématiques suivantes :

- La santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents
- Les grossesses non désirées en milieu scolaire
- Le mariage d'enfants
- Les bienfaits de la procréation responsable dans le couple
- La contribution des leaders religieux et coutumiers.

A l'issue de ces plaidoyers, 11 plans d'action ont été élaborés et 40 leaders religieux et coutumiers et les participants se sont engagés à disséminer le message reçu au sein de la population en faveur d'un environnement plus favorable à la mise en œuvre de la SRAJ au profit des adolescent-es et jeunes.

Déclarations et Témoignages

Le public a bien apprécié les causeries sur la SSRAJ, les GND, la PF et il en réclame encore ; les participants ont pris l'engagement d'être des ambassadeurs pour la transmission du message aux absents.

Marie NANEMA/ROUAMBA,
animatrice catholique

On est passé dans les différentes mosquées, échanger autour de la problématique de la scolarisation des filles. De façon générale, les gens ont bien apprécié et ont souhaité que ces initiatives puissent être perpétuées surtout dans les familles pour le bien-être de toute la population.

Seydou MANDE,
Imam et animateur à Gourcy

La population réclame encore davantage de séances de causeries surtout sur la SSR, l'éducation des enfants et l'autonomisation, c'est dire que les gens aiment et il faut continuer dans ce sens, c'est l'écho des 21 églises que nous avons pu parcourir.

Marcel KHAN,
Catéchiste à Dédougou

Nous remercions URCB/SD et ses partenaires de nous avoir accompagné pour réaliser ces activités, nous avons fait des projections car les thématiques sont d'actualité et méritent que l'on s'y pense sérieusement. Les fidèles ont bien apprécié et témoignent leur satisfaction et souhaitent surtout la continuité de ces activités.

David OUEDRAOGO
Pasteur à Gourcy

Aussi, **450** leaders dont 40 jeunes ont été mobilisés au cours de 5 dialogues intergénérationnels sur le thème « La problématique de la sexualité des ados et jeunes : défis, causes et solutions » à Dédougou, à Ouahigouya, à Kaya, à Dori et à Fada. Ces échanges entre leaders et jeunes visaient à :

- faciliter des échanges francs entre jeunes et leaders sur la SSRAJ et la cohésion sociale ;
- créer des cadres d'échanges d'expériences et d'encadrement entre leaders d'opinion et jeunes.
- faciliter la formulation de recommandations opérationnelles (assorties de responsables et de délais précis).



*Dialogues intergénérationnels
avec l'URCB sur la SRAJ*

Les rencontres ont débuté par une projection de film intitulée « DIRE NON FRANCHEMENT ». A l'issue de la séance de projection, la parole a été donnée aux jeunes pour recueillir les leçons tirées du film. A la suite des jeunes, les échanges fructueux ont permis aux jeunes, aux parents, aux leaders religieux et coutumiers et aux agents de santé de s'exprimer tour à tour et de formuler chacun des propositions pour éviter les conséquences de la sexualité précoce.

On note également l'organisation de 2 078 causeries éducatives (lieux de culte, cérémonies communautaires, etc.) au profit de 166 739 personnes touchées dont 64 980 jeunes de moins de 24 ans dans les régions d'intervention du projet par l'URCB à savoir les localités de Dédougou, Tougan, Nouna, Ouahigouya, Gourcy et Yako.

Conduites par les animateurs et les leaders religieux et coutumiers, elles ont permis de discuter avec les parents et leurs enfants sur les causes et conséquences des mariages d'enfants, la scolarisation des filles, l'autonomisation des femmes, le vivre ensemble, l'éducation des enfants et les grossesses en milieu scolaire. Il ressort de ces discussions des déclarations et des témoignages montrant ou allant dans le sens du changement de comportement de certains parents dans la communauté.



Séances de causeries éducatives sur la SRAJ au profit des adolescent-es et jeunes

En plus des plaidoyers, du dialogue intergénérationnel et des causeries éducatives, l'URCB a conduit au cours de la période quarante (40) émissions radiophoniques ((la radio salaki et RTB2, les radios Wend-Panga et « Voix du paysan » à Ouahigouya, les radios Tin Tua et Taamba à Fada, la radio municipale à Dori, radio Manegda à Kaya) en langues locales sur la santé sexuelle et reproductive des jeunes et des adolescent-es et de la contribution des leaders religieux et coutumiers dans la Région de la Boucle du Mouhoun et du Nord. Les émissions radiophoniques se sont intégralement déroulées en langue dioula et en langue mooré. Elles ont touché environ 1 736 000 personnes touchées.

Comme leçons apprises, on note que :

- Les échanges entre les jeunes et les leaders religieux et coutumiers permettent de mieux diagnostiquer les problèmes sur la SSRAJ et proposer des solutions ;
- L'implication des leaders religieux et coutumiers dans les réunions de plaidoyers permettent d'obtenir des engagements en faveur de la promotion de la PF et de l'éducation sexuelle des jeunes

Des rencontres d'information et d'identification des champions ont été organisées par la DPPDF dans les régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Nord, du Sahel et du Centre Nord. On note l'identification de 50 champions dont 25 femmes et 25 hommes, soit 10 champions par région composés de 5 hommes et 5 femmes.

Ces 50 volontaires (hommes et femmes pour le plaidoyer en faveur de normes sociales favorables) ont été installés officiellement dans leurs fonctions au cours de cérémonies organisées dans les régions de la Boucle du

Mouhoun, de l'Est, du Nord, du Sahel et du Centre-Nord. Il faut signaler que ces installations sont intervenues après la tenue de rencontres régionales de cadrage.

Ces rencontres de cadrage avaient pour objectif d'harmoniser la compréhension des acteurs sur la mise en place des réseaux de champions et la création des espaces de dialogue pour la promotion des normes sociales favorables aux droits des femmes et des filles dans dix (10) villages de chacune de ces régions ainsi que sur le déroulement des activités programmées pour l'année 2021.

Les rencontres de cadrage ont connu la participation des acteurs de mise en œuvre du projet que sont : la DP-PDF, les directions régionale et provinciale du ministère en charge de la femme, les Directions régionales de la santé et les districts sanitaires, les Directions provinciales en charge de la jeunesse, celles de l'Education Nationale, l'URCB et les coordinations régionale et provinciale des organisations féminines.

Au total 93 personnes ont été touchées par ces sessions dont 50 hommes et 43 femmes et comprenant les champions, les représentants de la DPPDF, des DPFSNFAH et DRFSNFAH, des districts sanitaires, des Directions Provinciales de l'éducation nationale.

Pour accroître une efficacité sur le terrain et éviter des résistances au niveau des populations, il a été initié 05 sessions régionales de formation des champions sur le plaidoyer en faveur de normes sociales favorables sur les droits des femmes et des filles et sur les techniques de communication. Ces sessions de formation ont été tenues au profit de 100 personnes dont 50 champions (25 hommes et 25 femmes) et d'autres acteurs du projet.

Ainsi, en terme d'interventions, on note que les champions ont pu organisé 100 sorties d'informations des communautés pour la mise en place des espaces de dialogue dans la Boucle du Mouhoun, le Nord, le Sahel, le Centre-Nord et l'Est. Ces sorties ont permis de mettre en place 100 espaces de dialogue dans 50 villages à raison de 2 espaces de dialogue par village dont un espace hommes/femmes et un espace parents/enfants. Chaque espace compte 30 membres (15 hommes et 15 femmes). Le nombre total des membres des espaces est de 3 000 (1500 femmes/filles et 1500 hommes/garçons).

On retient aussi qu'au cours de cette période, 200 séances d'animation des espaces de dialogue sur la SSR, le mariage d'enfants, les mutilations génitales féminines, la planification familiale ont été organisées par les champions au profit de 3 000 participants dont 1 500 hommes et 1500 femmes dans les 5 régions du projet. A cet effet, des outils d'animation composés d'un guide d'animation et de 04 boîtes à images ont été élaborés et validés au cours d'un atelier tenu à Ouagadougou avec la participation des structures centrales des ministères chargés de la femme, de la santé, de l'éducation nationale et de l'ABBEF.

Vingt (20) émissions radiophoniques en français et en langues locales ont été réalisées dans les 05 régions : la Boucle du Mouhoun, le Nord, le Centre-Nord, Sahel et l'Est.



Emission radio sur la SSRAJ réalisée à Fada

Ces émissions ont été réalisées par les champions avec l'appui technique des agents des DPFSNFAH. Ces émissions ont porté sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes, notamment sur des sous thèmes que sont la puberté, la gestion hygiénique des menstrues, le VIH/SIDA et les IST, les grossesses précoces, la planification familiale, etc.

On note par ailleurs la réalisation par la DPPDF de 04 sorties de supervisions des activités d'animation et 04 rencontres d'évaluation des activités d'animation organisées dans les régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Nord et du Centre- Nord. En raison de la crise sécuritaire qui prévaut, la rencontre n'a pu se tenir dans la région du Sahel.

L'ensemble des formations et des causeries dans les espaces de dialogue visent à rendre l'environnement favorable à l'exercice par les adolescent-e-s et jeunes de la zone d'intervention de leurs droits sexuels et reproductifs.

Difficultés rencontrées

- Le Retard dans l'acheminement des matériels acquis à l'international
- Le problème de communication entre l'URCB/SD et la DPP ainsi qu'avec les bureaux de Coordination Régionale (BCR) a ralenti la mise en œuvre de certaines activités
- La recrudescence de l'insécurité dans certaines zones d'intervention qui handicape la réalisation de certaines activités.



Sortie de supervision des animations de l'équipe de la direction de la protection et de la promotion des droits de la femme dans les espaces de dialogue à Dédougou.

Produit 3.2. Les capacités des décideurs, responsables d'établissement et associations des parents d'élèves/mères éducatrices, des élèves sont renforcées pour la promotion de la SRAJ au sein des établissements

Afin de favoriser l'accès des adolescents (es) à l'information et aux méthodes contraceptives, MSBF a mis en place des comités d'engagement en présence des autorités administratives de la région (le Haut-commissaire, autorités administratives, sanitaires, religieuses et coutumières...). Aussi, il a été organisé des sessions d'orientation sur la SRAJ et la communication (dialogue) parents-enfants à l'endroit d'une part de 16 relais communautaires et d'autre part, des associations des parents d'élèves et de jeunesse dans les régions de l'Est (Fada) et du Nord (Ouahigouya). On note également que 58 apprenant-es comprenant des représentants d'APE, d'AME, d'associations de jeunesse, d'associations des élèves, responsables d'établissements, des autorités administratives et des autorités religieuses, de religieux et coutumiers) ont été formés sur la SRAJ. Au cours de ces rencontres, les données sur les grossesses en milieu scolaire sont présentées, ainsi que les aspects sur la SRAJ (l'adolescence, les droits sexuels et reproductifs des jeunes, les compétences de vie courante, les facteurs qui entravent l'utilisation des services PF).

A la suite de la mise en place de ces comités restreints d'engagement et des sessions d'orientation sur la SRAJ et la communication (dialogue) parents/enfants, il a été organisé un atelier d'élaboration de 2 micro plans d'action avec les autorités et les acteurs communautaires impliqués dans la mise en œuvre du projet dans les régions de l'Est (Fada) et du Nord (Ouahigouya). Les micros plans sont des activités de création de la demande proposées par les acteurs formés au bénéfice des MSLadies/Men des régions concernées. On retiendra que les comités d'engagement sont des organes régionaux constitués de divers acteurs locaux (société civile, administratifs, religieux...) mis en place pour favoriser l'accès des jeunes et des adolescents à l'information et aux services de PF.

Pour contribuer à la mise en place d'un environnement favorable aux changements de normes en faveur des droits, de la santé sexuelle et reproductive des adolescent-e-s et jeunes, ABBEF a renforcé les compétences de cent cinquante-six (156) personnes : dix-neuf (19) responsables d'établissement ; soixante-quatorze (74) enseignants ; soixante-trois (63) membres APE sur les normes sociales favorables aux droits des filles/femmes et la SRAJ dans les établissements.

Difficultés rencontrées

- Le contexte sécuritaire précaire
- Retard dans l'octroi des autorisations administratives (Enseignement...)
- La sous-évaluation des budgets des différentes activités (omission et/ou sous-estimation de certaines rubriques par le partenaire d'exécution).

I.4 Composante 4 : Coordination suivi-évaluation

Résultats clés

- Equipe de projet en place
- Acquisition d'un véhicule pour la coordination (livraison prévue au 1er trimestre 2022)
- Missions d'information et d'appropriation par les diverses parties prenantes ont été effectuées dans les chefs-lieux des cinq régions concernées (du 14 au 26 mars 2021)
- Visite aux autorités administratives notamment les gouverneurs ou secrétaires généraux de région de chaque localité pour introduire le projet
- Cérémonie officielle de lancement du projet le 21 Mai 2021 en présence de Monsieur le Ministre de la santé, parrain de la cérémonie
- Réalisation de l'étude de base du projet et dissémination des résultats
- Données de référence disponibles



Sorties d'information avec les acteurs du projet à Fada (DRS de l'Est) et au Nord (DRS Ouahigouya)

1.4.1 Mise en place d'une équipe de projet

Le processus de mise en place d'une équipe du projet composée d'un Coordonnateur, d'un Associé en suivi-évaluation, d'un Associé en technologie de l'information et de la communication et d'un Chauffeur a été finalisé. L'équipe est disponible et a conduit la mise en œuvre des activités.

1.4.1 Missions - Visites terrain

Pour le démarrage effectif des activités du projet sur le terrain, des missions préparatoires d'information et d'appropriation par les diverses parties prenantes ont été effectuées dans les chefs-lieux des cinq régions concernées. La mission était composée des représentants de ABBEF, MSBF, URCB, des ministères en charge de la femme, de la santé, de l'éducation, de la jeunesse, de l'économie et des finances et de UNCDF. L'objectif général de la mission était d'orienter les différents acteurs des cinq régions sur le projet, de susciter l'adhésion et l'accompagnement des autorités locales, d'obtenir l'engagement des différentes parties pour la mise en œuvre réussie du projet dans les localités ciblées, de discuter/ Présenter les résultats attendus et les synergies nécessaires entre parties prenantes, etc.

Il faut noter que lors des missions d'information avec les acteurs sur le terrain, une visite de formations sanitaires potentielles pouvant offrir le paquet de services de SRAJ complets aux adolescents et jeunes a été organisée dans chaque localité.



Séance d'animation sur les méthodes contraceptives dans un centre d'écoute pour jeunes.

Ainsi, les structures visitées sont : le centre d'écoute jeunes de Ouahigouya, le Centre médical de Dori, le Centre d'écoute et de dialogue pour jeune de la Mairie et l'infirmerie scolaire du Lycée provincial de Dédougou, le centre d'écoute pour jeunes de Fada et le centre d'écoute pour jeunes du Ministère en charge de la santé et celui du Ministère en charge de la jeunesse de Kaya.

Ces visites ont été mises à profit pour échanger avec les acteurs qui travaillent sur les principales activités du centre ainsi que les gaps en termes de besoins pour une offre complète de services de SRAJ. Pour l'ensemble des centres visités, l'essentiel des besoins, à des niveaux différents, porte sur l'insuffisance ou le manque de statistiques et de tableaux de bord, l'absence de plateau technique adéquat, de ressources matérielles, de ressources financières et logistiques.

Des acquisitions sont en cours pour appuyer les structures identifiées dans le cadre des interventions du projet. Il faut aussi noter que les activités proprement dites avec les acteurs ont été précédées d'une visite de courtoisie aux autorités administratives notamment les gouverneurs ou secrétaires généraux de région de chaque localité.



Photo de famille à l'issue de la cérémonie de lancement du projet

1.4.3 Communication-visibilité

Lancement officiel du projet

La cérémonie officielle de lancement du projet a eu lieu le 21 Mai 2021 en présence de Monsieur le Ministre de la santé, parrain de la cérémonie. Au titre des officiels, étaient également présents le Représentant Résident de l'OMS qui représentait le représentant résident de l'UNFPA, le chargé d'affaires de l'ambassadeur du Pays-Bas, le Gouverneur de la région du Nord.

Une centaine de participants composés de représentants des ministères en charge de la santé, en charge de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire, en charge de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entreprenariat des Jeunesse, en charge de l'Education nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales ont été invités à cette cérémonie. En plus de ces partenaires institutionnels, des partenaires d'implémentation du projet étaient aussi présents.

Il s'agit des ONG ABBEF et Marie Stopes Burkina Faso, des organisations de jeunesse, de l'Union des religieux et Coutumiers du Burkina (URCB) et une agence spécialisée des Nations Unies UNCDF/FENU (Fonds d'équipement des Nations unies).

Visite de travail du Représentant Résident de l'UNFPA, Auguste Kpognon, à SEM Esther Johanna Elisabeth Loeffen, nouvelle Ambassadeur du Royaume des Pays Bas au Burkina Faso



Le Représentant Résident de l'UNFPA, Auguste Kpognon, a rendu une visite de courtoisie à SEM Esther Johanna Elisabeth Loeffen, nouvelle Ambassadeur du Royaume des Pays Bas au Burkina Faso. Cette rencontre de prise de contact a été l'occasion pour le Représentant Résident de l'UNFPA de faire le point du projet « Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescent-e-s et Jeunes au Burkina Faso - SSARJ-BF » et présenter les résultats engrangés.

Résolument tournée vers l'innovation dans la mise en œuvre des programmes et projets, l'UNFPA développe des nouvelles approches pour renforcer l'accès des jeunes et adolescents (es) aux services de santé sexuelle et reproductive. A cet effet, Auguste Kpognon a partagé ces initiatives avec SEM Esther Johanna Elisabeth Loeffen, en vue de susciter des perspectives de collaboration. Il s'agit notamment de :

- L'initiative pilote « QG JEUNE powered by Tiko » qui vise à mesurer l'impact des différents canaux de création de la demande des services de santé sexuelle et reproductive via la plateforme digitale QG Jeune. Ce projet pilote avec Triggerise permettra également de comprendre le comportement des jeunes par rapport à l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et d'évaluer l'expérience des jeunes sur la qualité de l'offre de services reçus dans les centres de santé référencés.



- L'initiative "Montre IMMI" qui accompagne les jeunes filles et femmes dans le suivi de leur cycle menstruel. La phase pilote de cette solution technologique sera intégrée dans les programmes de santé et d'hygiène menstruelles.



- L'initiative « Taxi Moto » dont l'objectif est d'offrir des opportunités d'entrepreneuriat aux jeunes et filles en vue de leur autonomisation.

1.4.4 Réalisation de l'étude de base du projet et dissémination des résultats

L'étude de base a été réalisée et le rapport disponible. Les résultats ont fait l'objet de dissémination avec la présence des différents acteurs. Cette étude de base a permis de rendre disponibles les indicateurs de base du projet qui constituent ainsi une référence dans le suivi de la mise en œuvre du projet. Au sortir de l'atelier de dissémination, un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations de l'étude de base a été élaboré.

Les résultats de l'étude de base ont par ailleurs révélé les risques et/ou éventuels facteurs (externes ou contextuels) pouvant entraver l'atteinte des résultats escomptés du projet. Il s'agit essentiellement de l'insécurité, de la réticence ou opposition des détenteurs de normes sociales, des capacités des partenaires de mise en œuvre à être résilients face à toutes ces difficultés. Pour y remédier des rencontres de suivi spécifiques seront organisées pour analyser les difficultés et proposer des solutions adéquates.

I.5 : Niveau d'atteinte des cibles des indicateurs

Tableau 2 : Niveau d'atteinte des cibles des indicateurs pour 2021

Indicateurs	Baseline	Target 2021	Niveau atteint en 2021
Nombre d'adolescents et jeunes des zones du projet ayant visité la plateforme QG Jeune	0	25 000	20 771
Nombre d'adolescents et jeunes pairs éducateurs briefés sur la SRAJ, l'environnement, les addictions, le leadership à travers sur les technologies de l'information et de la communication (QG Jeune ; Facebook, etc)	0	150	25
Nombre d'adolescents et jeunes scolarisés touchés par l'éducation sexuelle complète	0	1 500	0
Nombre d'adolescents et jeunes touchés par les compétences de vie courantes (ESC hors école)	0	1 000	0
Pourcentage des espaces sûrs et clubs scolaires ayant intégrés l'éducation sexuelle complète dans leur paquet d'activité	0%	100%	0
Nombre d'adolescents et jeunes formés sur le développement d'activité génératrices de revenu	0	60	0
Nombre de jeunes formés porteurs de projets innovateurs ayant bénéficié d'un financement	0	30	0
Nombre de centres de santé offrant les services de SRAJ selon un standard défini	0	20	31
Nombre de nouvelles utilisatrices de PF recrutés (dont 50% d'adolescents et de jeunes)	0	20 000	25706

Indicateurs	Baseline	Target 2021	Niveau atteint en 2021
Nombre de survivants de violences basées sur le genre prise en charge	0	25	0
Nombre d'ASBC formés sur l'offre des services à base communautaire adaptés aux besoins spécifiques des adolescents et des jeunes	0	608	88
Nombre de clientes ayant bénéficié de services de planification familiale à travers les ASBC	0	20 000	0
Nombre de réseaux SRAJ/masculinité positive et promotion de la paix et cohésion sociale créés et fonctionnels	0	5	0
Nombre de leaders d'opinion agissant publiquement en faveur des droits sexuels et reproductifs	0	10	05
Existence d'un mécanisme fonctionnel de maintien de leaders d'opinion mobilisés en faveur des droits sexuels et reproductifs	Non	Non	Oui
Nombre d'adolescentes sensibilisées sur le mariage d'enfant et les mutilations génitales féminines	0	1000	4272
Nombre de décideurs, responsables d'établissement et associations des parents d'élèves formés sur la SRAJ au sein des établissements.	0	100	214
Mise en place d'un programme de pair-éducation sur les normes sociales en faveur de la SRAJ dans les établissements ayant bénéficié de renforcement de capacités.	Non	Non	Non

I.6 : Défis et Perspectives

Comme signifié au niveau des activités, les difficultés majeures se résument en :

- Démarrage tardif de la mise en œuvre de la DGREIP en charge de l'EVF en milieu scolaire (les activités ont commencé en T4 2021)
- Niveau précaire de la sécurité : l'insécurité a ralenti la mise en œuvre des stratégies avancées et les stratégies mobiles dans les régions du projet
- Les difficultés d'accès dans certains sites du fait des restrictions sécuritaires (Fada), la réduction du nombre de sites de prestations des MSLadies/Men (Fermeture de certaines formations sanitaires)
- Retard dans l'acheminement des matériels acquis à l'international
- Difficulté d'appropriation des procédures de gestion financière par certains partenaires.

Perspectives

Pour rattraper le retard :

- Accélérer la mise en œuvre des activités
- Renforcer les capacités sur le manuel de procédures Nex
- Mettre rapidement à disposition les kits pour les ASBC formés

Pour le rapportage :

- Mettre l'accent sur les résultats

Sur le plan communication/ redevabilité :

Améliorer la communication et la redevabilité sur les volets innovants du projet :

- QG Jeune : programmer une séance de travail avec l'Ambassade de Pays-Bas en juin 2022 pour discuter d'un éventuel appui de l'Ambassade de Pays-Bas pour une adoption de QG Jeune par le Mali et le Niger. Documenter et partager les résultats avec l'Ambassade de Pays-Bas

- Espaces sûrs : documenter et partager les résultats avec l'Ambassade de Pays -Bas
- EVF & GHM : documenter et partager les résultats avec l'Ambassade de Pays- Bas
- Interventions de l'URCB : documenter et partager les résultats avec l'Ambassade de Pays-Bas
- Masculinité positive : documenter et partager les résultats avec l'Ambassade de Pays Bas
- Programme de volontariat des jeunes : Programmer le voyage d'étude au Ghana pour s'enquérir de l'expérience du pays en matière de programme de volontariat des jeunes.
- Documenter et partager les résultats avec l'Ambassade de Pays-Bas

Pour la synergie :

- Tenir des rencontres de partage de programme d'activités y compris le ciblage des bénéficiaires dans les localités où plusieurs consortiums interviennent sur les mêmes thématiques avec les mêmes cibles.



**EXÉCUTION
FINANCIÈRE**

EXÉCUTION FINANCIÈRE

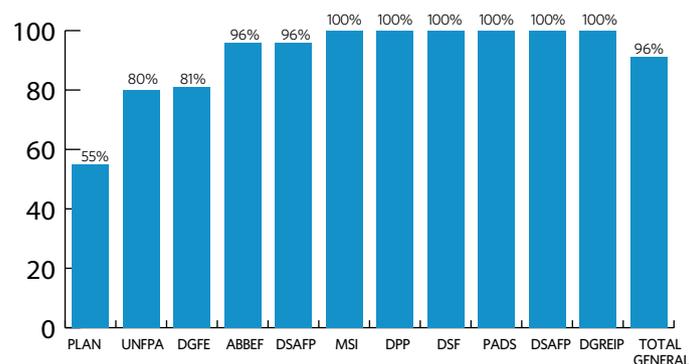
Le montant du financement total décaissé en octobre 2020 est de 3 008 917 USD. Les dépenses totales sont de 1 608 730 USD soit un taux d'absorption global du financement de 53 % au 31 décembre 2021. Cette situation s'explique par le retard dans la finalisation des plans de travail des partenaires d'exécution et le déblocage tardif des fonds. Malgré le déblocage des ressources, certains partenaires ont mis du temps pour le démarrage effectif des activités sur le terrain.

Le détail du rapport financier 2021 est présenté en Annexe 6.

Ci-dessous le tableau des taux d'absorption des montants planifié par IPs.

Tableau 3 : Taux d'absorption financier par IP en 2021

IP	Montant planifié	Montant dépensé	Taux d'exécution
ABBEF	211380,52	192167,34	91%
DGFE	76566,26	62168,59	81%
DGREIP	32288,68	32288,68	100%
DPP	76485,63	76437,76	100%
DSAFP	89366,31	86124,14	96%
DSF	3628,43	3628,43	100%
MSI	205259,63	204959	100%
PADS	326286,5	326286,5	100%
Plan	3055	1693,85	55%
UNCDF	108058	108058	100%
UNFPA	640560,07	514917,86	80%
Total général	1 772 935	1 608 730,2	91%



Taux d'absorption financier par IP en 2021

Tableau 4 : consommation budgétaire par composante et par produit

Bilan financier 2021 par produit			
Composantes / produits	Montant Plani- fié en USDW	Montant dé- pensé en USD	Taux d'exé- cution
Composante 1: Renforcement des compétences et des adolescent-e-s et des jeunes scolarisés et non scolarisés y compris les PDIs pour faire des choix et prendre des décisions éclairées sur leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs			
Produit 1.1 : Les adolescent-e-s et jeunes de la zone d'intervention ont accès à l'information sur la santé sexuelle et reproductive à travers les technologies de l'information et de la communication	279 481	168 980	60%
Produit 1.2 : L'éducation sexuelle complète, y compris la gestion hygiénique des menstrues est intégrée dans les programmes d'enseignement, les espaces sûrs et clubs scolaires	261 522	118 413	45%
Produit 1.3 : Le leadership et autonomisation économique des adolescent-e-s et jeunes de la zone d'intervention, y compris le renforcement de leurs compétences de vie sont renforcés pour l'exercice de leurs droits et santé sexuels et reproductifs.	331 460	160 678	48%
Sous total composante 1	872 463	448 071	51%
Composante 2 : Offre de services de SR/PF, de VIH/SIDA, IST, VBG dans les structures publiques et privées et au niveau communautaire			
Produit 2.1. Les capacités des structures publiques et privées de la zone d'intervention sont renforcées pour une offre intégrée et de qualité de services SR adaptés aux besoins des adolescent-e-s et jeunes	747 724	663 056	89%
Produit 2.2. Les capacités acteurs et structures communautaires sont renforcées pour une offre de services à base communautaire adaptés aux besoins des adolescent-e-s et jeunes	398 805	138 115	35%
Sous total composante 2	1 146 529	801 171	70%

Composantes / produits	Montant Planifié en USD	Montant dépensé en USD	Taux d'exécution
Composante 3 : Environnement favorable aux changements de normes en faveur des droits, de la santé sexuelle et reproductive des adolescent-e-s et jeunes			
Produit 3.1. Les capacités des leaders d'opinion (chefs de communauté, chefs religieux, chefs traditionnels) sont renforcées pour la promotion de la SRAJ au niveau communautaire	339 496	163 341	48%
Produit 3.2. Les capacités des décideurs, responsables d'établissement et associations des parents d'élèves, des élèves sont renforcées pour la promotion de la SRAJ au sein des établissements	170 813	45 796	27%
Sous total composante 3	510 309	209 137	41%
COORDINATION SUIVI EVALUATION			
Sous Total Coordination suivi évaluation	479 615	150 352	31%
TOTAL Interventions	3 008 917	1 608 730	53%

CONCLUSION

Malgré le contexte difficile au plan international et national lié à la Covid -19 et à l'insécurité grandissante dans les zones de convergence du projet, des acquis majeurs ont été enregistrés. Ces acquis portent entre autres sur le positionnement et la notoriété de la plateforme QG Jeune, des modules sur l'EVF validés par la Commission nationale des Programmes scolaires (CNPS), l'engagement des promoteurs de centres de formation professionnelle privés pour la prise en compte de la SSRA dans les programmes de formation, le recrutement de 25 706 nouvelles utilisatrices de méthodes modernes de PF recrutées pendant la semaine nationale PF dans les sites du projet dont 72% sont des adolescents et des jeunes de 10 à 24 ans (18 508), l'acquisition de matériels médico techniques et d'animation pour favoriser l'offre des prestations de qualité adaptés aux besoins spécifiques des adolescent-e-s et des jeunes, le renforcement continu des capacités des agents de santé et de prestataires des centres médico scolaires, des centres jeunes, et des enseignants en SRAJ. A cela s'ajoutent la sensibilisation de 591 000 personnes, (307 320 filles/femmes et 283 680 garçons/hommes) sur les VBG, la mobilisation des ASBC, des leaders religieux et des coutumiers en plus de 50 champions (25 femmes et 25 hommes) mobilisés sur le terrain pour le plaidoyer en faveur de normes sociales favorables et sur les droits des femmes et des filles en lien avec la SRPF, etc.

Le bilan global de la première année de mise en œuvre du projet (69% de de taux d'exécution physique, 33,33% d'atteinte des indicateurs de l'année et 53% de taux d'exécution financière) n'a pas été très satisfaisant. Comme tout projet de grande envergure, son démarrage effectif sur le terrain en 2020 a connu des contraintes de taille. La conjoncture politique, institutionnelle, sécuritaire, humanitaire et sanitaire du pays n'a pas favorisé le décollage envisagé de la mise en œuvre des activités surtout en zone humanitaire qui constitue la majeure partie de la zone d'intervention globale du projet. L'atteinte de la période de croisière du projet sera dès lors impactée.

Des mesures d'ajustements nécessaires ont été prises en rapport avec toutes les parties prenantes pour une meilleure adaptation au contexte changeant afin de doter les acteurs de capacités d'adaptation, de flexibilité pour garder le cap sur les résultats à atteindre. La communication, la coordination, la reprogrammation/recherche de solutions innovatrices dans l'offre de services ont été privilégié.

Pour renforcer les compétences et les capacités d'agir des adolescent-e-s et des jeunes scolarisés et non scolarisés y compris les PDI pour faire des choix et prendre des décisions éclairées sur leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs, les acteurs du système éducatif, les communautés et les agents de santé ont été fortement impliqués et leurs capacités renforcées.

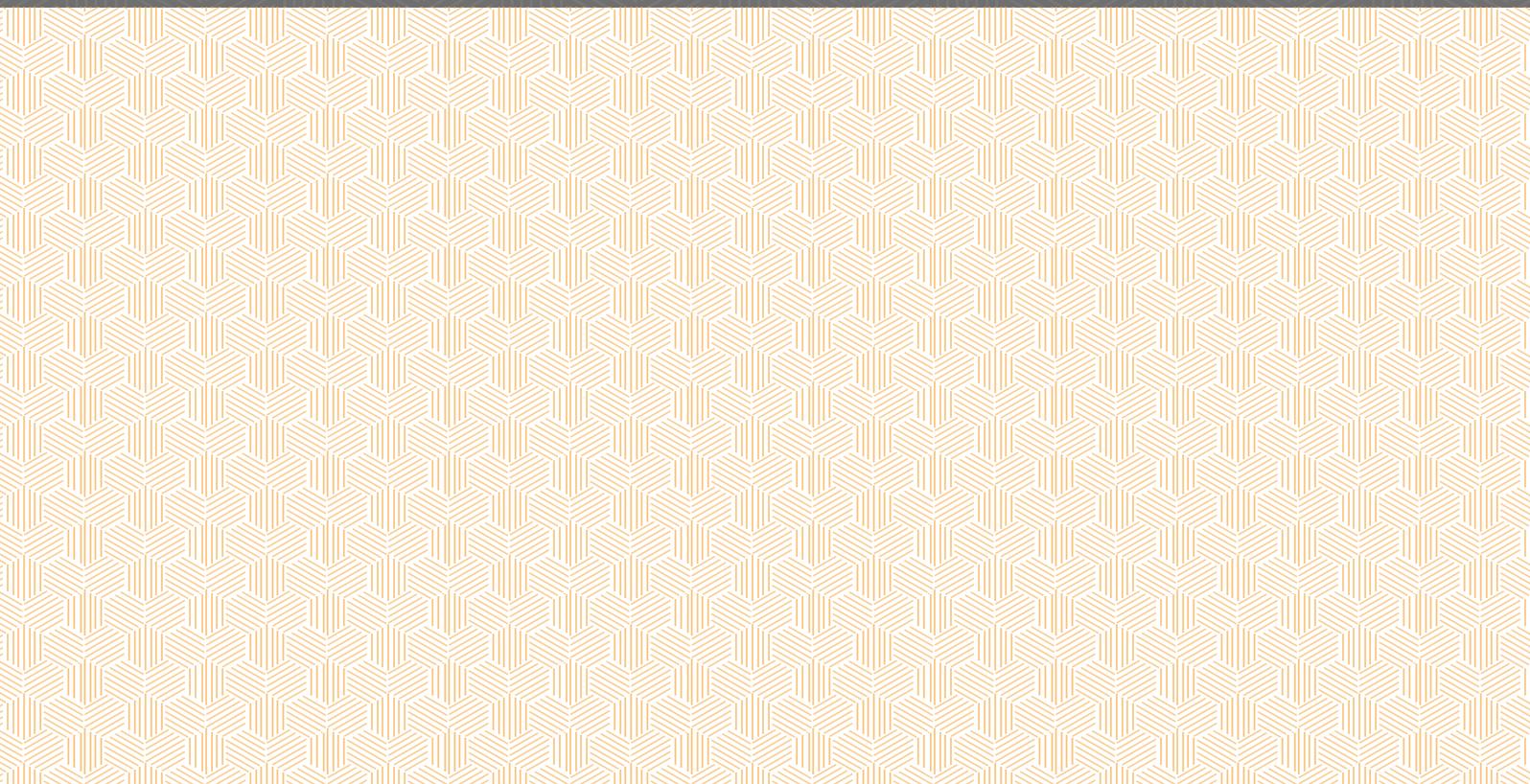
Les activités du projet contribueront à lutter contre les normes de genre néfastes et à protéger les femmes et les filles contre les inégalités en vue de leur plus grande autonomie. Des services de santé sexuelle et reproductive ont été donnés à de nombreuses femmes et jeunes avec le recrutement de nombreuses nouvelles utilisatrices de méthodes modernes de contraception dont 72% d'adolescentes et jeunes.

La seconde année d'exécution du projet nécessitera une forte mobilisation des acteurs du projet afin d'imprimer une accélération réelle à la mise en œuvre des activités, si le contexte national s'améliore.

Sous ce rapport, les recommandations suivantes feront l'objet d'une attention particulière:

- Accélérer la finalisation des plans de travail annuel ;
- Renforcer les capacités des partenaires d'exécution sur les procédures Nex
- Créer plus de synergie dans les interventions avec les autres acteurs et les autres projets conduits par UNFPA
- Développer des stratégies pour une plus grande flexibilité, adaptation, agilité dans la délivrance des résultats par tous les acteurs du projet particulièrement dans la zone humanitaire ou l'accès est de plus en plus difficile du fait des conditions sécuritaires particulièrement difficiles.
- Trouver et tester des solutions nouvelles innovantes afin de maintenir le niveau et la qualité de l'offre des services SRAJ dans les coins les plus difficiles d'accès LNOB/RFB
- Elaborer un plan marketing QGJeune ambitieux avec plus d'innovation,
- Prototyper l'initiative "Montre IMMI" et l'initiative « taxi Moto ».

ANNEXES



Annexe 1 : Liste des 50 villages d'intervention des champions identifiés par la DPPDF avec existence des espaces de dialogue Parents-enfants et hommes-femmes sur la SRAJ et les normes sociales favorables aux femmes et aux filles

N°	VILLAGES
REGION DU CENTRE NORD (KAYA)	
1.	Konéan
2.	Dondolé
3.	Foulou-Yarcé
4.	Zablo
5.	Damané
6.	Basbriké
7.	Koulogo
8.	Dahysma
9.	Silmiougou
10.	Tangasgo
REGION DE L'EST (FADA)	
1.	Bougui
2.	Boudangou
3.	Tambongou
4.	Dankibargou
5.	Bonga
6.	Koaré
7.	Ountaandéni
8.	Binadéni
9.	Komangou
10.	Komadougou
REGION DU NORD (OUAHIGOUYA)	
1.	Goinré
2.	Somianga

3.	Sissamba
4.	Toessin
5.	Bissigaye
6.	Lablamgo
7.	Saye
8.	Issigue
9.	Rikou
10.	Lilgomdé

REGION DE LA BOUCLE DU MOUHOUN (DEDOUGOU)

1.	Souri
2.	Kamandena
3.	Noakuy
4.	Kari
5.	Bokuy
6.	Oulani
7.	Soakuy
8.	Kounandia
9.	Passakongo
10.	Karo

REGION DU SAHEL (DORI)

1.	BEBAYE
2.	M'BAMGA
3.	BAAGA
4.	BOUDOUNGUEL
5.	OURO LONGA
6.	HOGGOSAMBOEL
7.	KAMPITI
8.	DEBERE TALATA
9.	TORODI
10.	LERBOU

Annexe 2 : Liste des champions/championnes des cinq régions d'intervention de la DPPDF dans le cadre du projet SSRAJ 2021-2025

N°	NOM ET PRENOMS	SEXE	ÂGE	LIEU DE RÉSIDENCE	CONTACT
REGION DU CENTRE NORD (KAYA)					
1.	OUEDRAOGO Alassane	M	26	secteur 6	73 98 97 60
2.	PAFADNAM Olivier	M	40	secteur 2	71 04 49 31
3.	OUEDRAOGO Mariam	F	26	Secteur 2	60 60 55 09
4.	SAWADOGO Zonabo	F	40	Secteur 4	71 34 58 35
5.	OUEDRAOGO Rasmata	F	29	Secteur 6	72 92 46 11
6.	SAWADOGO Rabiadou	F	28	Secteur 3	62 27 77 51
7.	OUEDRAOGO Mahamadi	M	45	Silmiougou	78 45 16 37
8.	SAWADOGO Yacouba	M	42	Secteur 6	70 67 06 63
9.	ZABRE Rassamba	M	31	Secteur 6	70 52 86 76
10.	SAWADOGO Yolande	F	37	Secteur 4	70 28 11 00
REGION DE L'EST (FADA)					
1.	THIOMBIANO/COULIDIATI Marie	F		Secteur 1	70 40 46 38
2.	KONE Flora T. L	F		Secteur 10	71 87 69 24
3.	TONPOUDI Bandiba	M		Secteur 8	70 17 55 02
4.	BANDE Inoussa	M		Secteur 1	57 52 09 61
5.	DIONI Talouta	F		Secteur 7	67 30 84 57
6.	YONLI Moussa	M		Secteur 7	67 51 10 14
7.	LOMPO Jean Marie	M		Secteur 9	72 33 35 51
8.	NASSOURI Ramatou	F		Secteur 10	64 40 81 14
9.	DAYAMBA/THIOMBIANO Possanou Djamila	F		Secteur 1	70 73 48 80
10.	KOULABIGA Boubacar	M		Secteur 1	71 87 69 24
REGION DU NORD (OUAHIGOUYA)					
1.	GANAME Oumou	F			67539869
2.	GUIRA Abrata	F			77562706

3.	OUEDRAOGO Agùèra	F			77893593
4.	OUEDRAOGO Boureima	M			70228592
5.	OUEDRAOGO Ousmane	M			63110167
6.	OUEDRAOGO Oumoumatou	F			71712045
7.	OUEDRAOGO Wendpouiré René	M			71288841
8.	OUEDRAOGO Youssouf	M			78236330
9.	SAWADOOGO Firina	F			72064221
10.	SONDO Jean	M			70710772

REGION DE LA BOUCLE DU MOUHOUN (DEDOUGOU)

1.	BEBANE David				65 86 43 13
2.	TIANHOUN Naomie				64 97 8929
3.	SAMA Ouétien				72 40 31 69
4.	TIENDREBEOGO Emelie				77 66 92 56
5.	DOYE Joceline				73 44 28 33
6.	TIANHOUN Paulin				64 59 77 82
7.	KAN Bienvenue				71 10 15 18
8.	DAKUYO Clémence				70 14 41 77
9.	MOSSE Caroline				70 07 23 70
10.	KONATE Zinyiwa				71 47 75 11

REGION DU SAHEL (DORI)

1.	FADIMA Amadou				67206795
2.	KAMBIRE Rodrigue				75656272
3.	CISSE Hamadou				73415362
4.	DIALLO Aissatou Moussa				767599112
5.	SAWADOOGO Jonathan				72422308
6.	OUEDRAOGO Cathérine				01433644
7.	CISSE Soumaila				70554657
8.	ZONGO SANRE Aminata				65982797
9.	DICKO Inoussa				61500285
10.	DICKO Mariam				74178367

Annexe 3 : Tableau de répartition des enseignants, responsables d'établissements et membres d'Associations des Parents d'Elèves formés par ABBEF sur les normes sociales favorables et la SRAJ dans les établissements.

Région	Lieu de formation	District	Responsables établissements	Enseignants	APE
CENTRE NORD	KAYA 43	KAYA	3	10	10
		BARSALOGHO	1	5	4
		KONGOSSI	2	4	4
	BOULSA 35	BOUSSOUMA	1	5	4
		BOULSA	2	6	7
		TOUGOURI	1	6	3
BOUCLE DU MOUHOUN	DEDOUGOU 43	DEDOUGOU	3	10	10
		NOUNA	1	6	3
		SOLENZO	1	6	3
	BOROMO 35	TOUGAN	1	5	4
		TOMA	1	5	4
		BOROMO	2	6	7
TOTAL			19	74	63
GRAND TOTAL			156		

Annexe 4 : Tableaux de répartition des formateurs et des leaders d'association venus des douze districts de la zone d'intervention (Centre Nord et Boucle du Mouhoun) formés par ABBEF sur la DBC

Formateurs/Formatrices

Nom et Prénom	Qualification/ profil et Structures	Sites de formation
OUEDRAOGO Rachelle	SFE (ABBEF)	Dédougou
THIOBIANO Joelle	Médecin généraliste(Dist. de Dédougou)	
KONFE Suzanne	SFE(ABBEF)	Boulsa
OUIMINGA Hadissa	ASSOG (District de Boulsa)	
SAMA Amida	SFE (ABBEF)	Kaya
OUEDRAOGO Collette	SFE (District de Kaya)	
KAM Kortim	SFE (ABBEF)	Boromo
DABIRE Laisitiré	Attaché de santé(District de Boromo)	

Répartition des participants par District et Répartition des participants par Région et par sexe

Région	Lieu	Sessions	Nombre de participants	Formateurs districts	Date
Centre-nord	KAYA	1	41	1	14 au 21/06/2021
	BOULSA	2	35	1	14 au 21/06/2021
Boucle du Mouhoun	DEDOUGOU	1	41	1	14 au 21/06/2021
	BOROMO	2	35	1	14 au 21/06/2021
TOTAL		04	152	04	14 au 21/06/2021

RÉGION	FÉMININ	MASCULIN	TOTAL
Centre - nord	46	30	76
Boucle du Mouhoun	41	35	76
TOTAL	87	65	152

Annexe 5 : Tableaux de répartition des formateurs et des quatre-vingt-huit (88) participants leaders d'association venus des douze districts de la zone d'intervention (Centre Nord et Boucle du Mouhoun) formés par ABBEF sur la conduite du Dialogue Parent-enfant

Formateurs/Formatrices

Nom et Prénom	Qualification/ profil et Structures	Sites de formation
SAWADOGO Boukari	Point focal du projet ABBEF	Dédougou
Dr KOBIANÉ Yolande	Médecin généraliste (districts de Dédougou)	
ZAGRE Laetitia Eulodie Pegdwendé	SFE ABBEF	Boulsa
NAZE Mahamady	TEGS (Districts de Boulsa)	
Dr DERA Mady	Médecin généraliste ABBEF	Kaya
SAWADOGO Habibou	SFE (Districts de Kaya)	
SORE Idrissa	Économiste ABBEF	Boromo
SAKO Insita	SFE (Districts de Boromo)	

Région	Lieu	Sessions	Nombre de participants
Centre - nord	KAYA	1	22
	BOULSA	2	22
Boucle du Mouhoun	DEDOUGOU	3	22
	BOROMO	4	22
TOTAL		04	88

Région	Féminin	Masculin	Total
Centre - nord	26	18	44
Boucle du Mouhoun	11	33	44
TOTAL	37	51	88

Annexe 6 : Tableaux de répartition des cent cinquante-six (156) soit dix-neuf (19) Responsables d'établissement ; soixante-quatorze (74) Enseignants ; soixante-trois (63) Membres APE de la zone d'intervention (Centre Nord et Boucle du Mouhoun) formés par ABBEF sur les normes sociales favorables et la SRAJ dans les établissements.

RÉGION	LIEU DE FORMATION	District	Responsables établissements	Enseignants	APE
CENTRE N	KAYA 43	KAYA	3	10	10
		BARSALOGHO	1	5	4
		KONGOUSSI	2	4	4
	BOULSA 35	BOUSSOUMA	1	5	4
		BOULSA	2	6	7
		TOUGOURI	1	6	3
BOUCLE DU MOUHOUN	DEDOUGOU 43	DEDOUGOU	3	10	10
		NOUNA	1	6	3
		SOLENZO	1	6	3
	BOROMO 35	TOUGAN	1	5	4
		TOMA	1	5	4
		BOROMO	2	6	7
TOTAL			19	74	63
GRAND TOTAL			156		

Répartition des participants par sexe et par région

Région	Féminin	Masculin	Total
Centre - nord	18	60	78
Boucle du Mouhoun	15	63	78
TOTAL	33	123	156

ANNEXE 7

Bilan financier 2021						
Objectif général	Contribuer à l'amélioration de l'accès des adolescent-e-s et des jeunes des régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Nord, du Sahel et du Centre Nord aux prestations de SR/PF de qualité à travers le renforcement de leur autonomisation et le renforcement de l'offre des services					
Objectifs spécifiques	Produits/résultats attendus	Indicateurs	Activités	Montant Planifié	Montant dépensé	Taux d'exécution
COMPOSANTE 1: RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES ET DES ADOLESCENT-E-S ET DES JEUNES SCOLARISÉS ET NON SCOLARISÉS Y COMPRIS LES PDIS POUR FAIRE DES CHOIX ET PRENDRE DES DÉCISIONS ÉCLAIRÉES SUR LEUR SANTÉ ET LEURS DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS						
Renforcer la capacité d'agir et de recours aux services de SR des adolescent-e-s et jeunes scolarisés et non scolarisés de la zone d'intervention y compris celles a défi sécuritaire	Produit 1.1 : Les adolescent-e-s et jeunes de la zone d'intervention ont accès à l'information sur la santé sexuelle et reproductive à travers les technologies de l'information et de la communication	Nombre d'adolescents et jeunes des zones du projet ayant visité la plateforme QGJEUNE Baseline (0) ; Cible (2 500 000) Nombre d'adolescents et jeunes pairs éducateurs briefés sur la SRAJ, l'environnement, les adductions, le leadership à travers sur les technologies de l'information et de la communication (QG Jeune ; Facebook, etc) Baseline (0) ; Cible (150)	Organiser des rencontres d'échanges sur la plateforme interactive avec les jeunes des localités ciblées pour leur adhésion au concept et la prise en compte de leurs aspirations	29 395	21 694	74%
			Produire, tester et lancer un contenu et des supports didactiques additionnels de la plateforme sur la SRAJ, les violences basées sur le genre et la consolidation de la paix	23 516	20 037	85%
			Mettre en place la technologie et les équipements pour faciliter l'accès des adolescent-e-s et jeunes à la plateforme.	32 265		0%
			Contribuer à l'animation et à la maintenance de la plateforme interactive TIC	47 032	28 931	62%
			Assurer la promotion de la plateforme interactive TIC auprès des jeunes et adolescents pour une utilisation large.	25 397	14 036	55%
			Appuyer la mise en œuvre du plan marketing de QGJEUNE	33 690	25 493	76%
			Renforcer les capacités des ONG en charge de la gestion de la plateforme interactive TIC pour sa pérennisation	58 790	58 790	100%
			Apporter un appui technique et financier au MENA pour la gestion de QGJEUNE	29 395		0%
			Sous total R 1.1			

	Produit 1.2 : L'éducation sexuelle complète, y compris la gestion hygiénique des menstrues est intégrée dans les programmes d'enseignement, les espaces sûrs et clubs scolaires	<p>Nombre d'adolescents et jeunes scolarisés touchés par l'éducation sexuelle complète Baseline (0) ; Cible (12 500)</p> <p>Nombre d'adolescents et jeunes touchés par les compétences de vie courantes (ESC hors école) Baseline (0) ; Cible (25000)</p> <p>Pourcentage des espaces sûrs et clubs scolaires ayant intégrés l'éducation sexuelle complète dans leur paquet d'activité Baseline (0) ; Cible (100%)</p>	Plaidoyer auprès des départements ministériels concernés et les leaders d'opinion au niveau central et local pour l'intégration de l'ESC	26 362		0%
			Assurer le renforcement des capacités des directions techniques en charge de l'introduction de l'ESC	58 790	41 938	71%
			Produire des contenus sur l'ESC adaptés aux différents ordres d'enseignements	58 790	41 995	71%
			Renforcer les compétences des dispensateurs sur l'ESC	35 274	34 480	98%
			Contractualiser avec des ONG/Associations pour l'introduction de l'ESC hors école (espaces sûrs et clubs scolaires)	47 032		0%
			Renforcer des capacités des ONG/Associations de mise en œuvre	35 274		0%
			Sous total R 1.2			261 522
	Produit 1.3 : Le leadership et autonomisation économique des adolescent-e-s et jeunes de la zone d'intervention, y compris le renforcement de leurs compétences de vie sont renforcés pour l'exercice de leurs droits et santé sexuels et reproductifs.	<p>Nombre d'adolescents et jeunes formés sur le développement d'activité génératrices de revenu Baseline (0) ; Cible (300)</p> <p>Nombre de jeunes formés porteurs de projets innovateurs ayant bénéficié d'un financement Baseline (0) ; Cible (150)</p>	Contractualiser avec UNCDF pour la mise en place des groupes d'épargne et de crédits	108 058	108 058	100%
			Renforcer les capacités des adolescent-e-s et jeunes en entrepreneuriat	11 758		0%
			Appui au développement et à la mise en œuvre de projets innovants	117 580	52 620	45%
			Contractualiser avec un laboratoire d'incubation	23 516		0%
			Développer un programme de volontariat pour la promotion de thématiques spécifiques du projet	23 516		0%
			Appuyer le développement d'AGR au profit des adolescent-e-s et jeunes des espaces sûrs	47 032		0%
			Sous total R 1.3			331 460

COMPOSANTE 2 : OFFRE DE SERVICES DE SR/PF, DE VIH/SIDA, IST, VBG DANS LES STRUCTURES PUBLIQUES ET PRIVÉES ET AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

<p>Produit 2.1. Les capacités des structures publiques et privées de la zone d'intervention sont renforcées pour une offre intégrée et de qualité de services SR adaptés aux besoins des adolescent-e-s et jeunes</p>	<p>Nombre de centres de santé offrant les services de SRAJ selon un standard défini Baseline (0) ; Cible (32) Nombre de nouvelles utilisatrices de PF recrutés (dont 50% d'adolescents et de jeunes) Baseline (0) ; Cible (100 000) Nombre de survivants de violences basées sur le genre prise en charge Baseline (0) ; Cible (500)</p>	<p>1. Renforcer les capacités de 500 agents de santé, du Ministère de la Femme, de la solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire sur le DMU avec focus sur la problématique de la SRAJ et la prise en charge des VBG</p>	23 516		0%
		<p>Assurer l'offre des services de PF en stratégies fixe, avancée, mobile et en SNPF</p>	161 183	161 183	100%
		<p>Assurer l'offre des services de SRAJ complets (PF, VIH, etc.) dans vingt-huit (28), centres jeunes déjà fonctionnels, 60 centres médicaux scolaires et vingt (20) services SRAJ privés dans régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Nord, du Sahel et du Centre Nord</p>	247 467	247 467	100%
		<p>Assurer la prise en charge intégrée des survivant-e-s de VBG</p>	108 657	59 221	55%
		<p>Doter les centres jeunes, les centres médicaux scolaires, les services SRAJ ciblés des régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Nord, du Sahel et du Centre Nord en outils de communication (boite à images, affiches, etc.) et matériel d'animation</p>	206 901	195 185	94%
		<p>Sous total R 2.1</p>		747 724	663 056
<p>Produit 2.2. Les capacités acteurs et structures communautaires sont renforcées pour une offre de services à base communautaire adaptés aux besoins des adolescent-e-s et jeunes</p>	<p>Nombre d'ASBC formés sur l'offre des services à base communautaire adaptés aux besoins spécifiques des adolescents et des jeunes . Baseline (0) ; Cible (500) Nombre de clientes ayant bénéficié de services de planification familiale à travers les ASBC Baseline (0) ; Cible (240 000)</p>	<p>Former 1500 pairs éducateurs/éducatrices d'adolescent-e-s et de jeunes sur les compétences de vie courantes</p>	176 370		0%
		<p>Conduire le dialogue parent-enfant sur la SRAJ (Identification et formation des facilitateurs communautaires, identification, enrôlement et formation sur la SRAJ et le dialogue des parents et enfants, appui à l'élaboration des micros plans et suivi de la mise en œuvre).</p>	64 231	43 061	67%
		<p>Elaborer et diffuser les messages sur la SRAJ en milieu scolaire dans les régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Nord, du Sahel et du Centre Nord</p>	96 827	57 661	60%

			Former 500 membres d'associations de jeunes à faire la distribution à base communautaire	61 377	37 393	61%
			Doter les 500 membres d'associations en kits DBC	-		Prévue pour AN2
			Sous total R 2.2	398 805	138 115	35%
			Sous total composante 2	1 146 529	801 171	70%

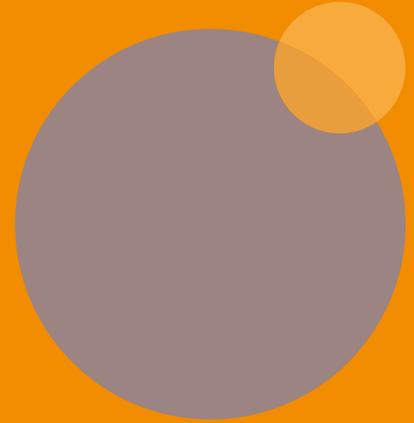
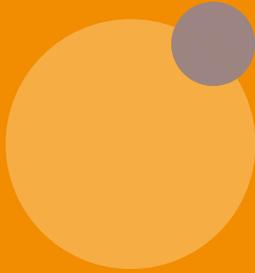
COMPOSANTE 3 : ENVIRONNEMENT FAVORABLE AUX CHANGEMENTS DE NORMES EN FAVEUR DES DROITS, DE LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DES ADOLESCENT-E-S ET JEUNES

Créer un environnement favorable aux changements de normes en faveur des droits, de la santé sexuelle et reproductives des adolescent-e-s et jeunes dans la zone d'intervention	Produit 3.1. Les capacités des leaders d'opinion (chefs de communauté, chefs religieux, chefs traditionnels) sont renforcées pour la promotion de la SRAJ au niveau communautaire	Nombre de réseaux SRAJ/ masculinité positive et promotion de la paix et cohésion sociale créés et fonctionnels Baseline (0) ; Target (5) Nombre de leaders d'opinion agissant publiquement en faveur des droits sexuels et reproductifs Baseline (0) Target (30) Existence d'un mécanisme fonctionnel de maintien de leaders d'opinion mobilisés en faveur des droits sexuels et reproductifs Baseline (Non) ; Target (oui)	Mettre en place cinq (05) réseaux de masculinité positive	35 274		0%
			Appuyer les micros plans annuels des réseaux de masculinité positive	45 546		0%
			Renforcer les capacités de 15 OSC de jeunes pour appuyer les réseaux de jeunes leaders (clubs de masculinité positive)	47 032		0%
			Organiser des rencontres semestriels bilan et de partage de connaissances entre les réseaux régionaux	35 274		0%
			Mettre en place cinq (05) réseaux de champions (hommes et femmes) a raison chaque région pour le plaidoyer en faveur de normes sociales favorables	35 274	35 315	100%
			Créer des espaces de dialogues pour questionner les relations et les rapports de pouvoir entre hommes et femmes et au dialogue parent-enfant (par les réseaux de champions)	29 395	24 725	84%

			Organiser des campagnes de communication (médias, sketches des jeunes, ...) pour un environnement favorable à l'égalité des sexes, à la scolarisation des filles, à l'abandon de l'excision, et à l'amélioration de la santé des adolescent-e-s et des jeunes	58 790	50 390	86%
			Mobiliser les leaders et détenteurs d'enjeux (chefs traditionnels, chefs de villages et des religieux)	23 516	23 516	100%
			Appuyer les initiatives de mobilisation sociale des leaders et détenteurs d'enjeux sur l'égalité des sexes, la cohésion sociale	29 395	29 395	100%
			Sous total R 3.1	339 496	163 341	48%
	Produit 3.2. Les capacités des décideurs, responsables d'établissement et associations des parents d'élèves, des élèves sont renforcées pour la promotion de la SRAJ au sein des établissements	Nombre de des décideurs, responsables d'établissement et associations des parents d'élèves formés sur la SRAJ au sein des établissements Baseline (0) ; Cible (500) Mise en place d'un programme de paire éducation sur les normes sociales en faveur de la SRAJ dans les établissements ayant bénéficié de renforcement de capacités. Baseline (Non) ; Target (oui)	Créer 50 clubs de masculinités positives au sein des établissements scolaires (à raison de 10 par région)	11 758		0%
			Renforcer les capacités des membres des clubs de masculinité positive	70 548		0%
			Appuyer les 50 clubs pour des activités de sensibilisations au sein des établissements	23 516		0%
			Organiser des plaidoyers pour une mise en œuvre renforcée des lois qui promeuvent l'égalité des sexes	6 201	6 201	100%
			Renforcer les capacités de 500 enseignants, membres des APE et chefs d'établissement sur les normes sociales favorables et la SRAJ dans les établissements	58 790	39 595	67%
			Sous total R 3.2	170 813	45 796	27%
			Sous total composante 3	510 309	209 137	41%

COORDINATION SUIVI ÉVALUATION

		Assurer le suivi des activités (sorties terrain)	11 758	7 107	60%
		Tenir des rencontres de coordination (rencontres mensuelles et semestrielles)	8 759	5 900	67%
		Réaliser une revue à mi-parcours	-	-	Prévue pour AN3
		Réaliser une étude de base	31 741	31 741	100%
		Réaliser l'évaluation finale du projet	-	-	Prévue pour AN5
		Appuyer les fora de partage de connaissances	-	-	
		Contribuer à la prise en charge de l'équipe d'appui au projet (Coordonnateur, Assistant suivi évaluation, Associe en technologie de l'information et de la communication et chauffeur)	229 458	17 164	7%
		Assurer la communication, la documentation des résultats et la visibilité des interventions du projet	8 516	8 263	97%
		Acquérir un véhicule pour le suivi des interventions sur le terrain	47 032	47 032	100%
		Ressources partenaires d'exécution	142 352	33 144	23%
Sous Total Coordination suivi évaluation			479 615	150 352	31%
Total Interventions			3 008 917	160 8730	53%



Fonds des Nations Unies pour la Population

Rue Maurice Bishop 4/33,
Immeuble des Nations Unies
01 BP 575 Ouagadougou / Burkina Faso
00226 25 49 13 00 / 01

 <https://burkinafaso.unfpa.org/>

 @UnfpaBurkinaFaso

 @UNFPABF

 UNFPA Burkina Faso

 unfpaburkina



Avenue du Professeur Joseph Ki-Zerbo 316
01 BP 5542 Ouagadougou 01
00226 25 42 94 00
oua@minbuza.nl

 <https://paysbasetvous.nl/votre-pays-et-les-pays-bas/burkina-faso>

 @Ambassade des Pays-Bas au Burkina Faso

 Ambassade du Royaume des Pays-Bas au Burkina Faso